

N°6

MARS

2011

REVUE
POLITIQUE
MENSUELLE
DU PCF

P.20 COMBAT D'IDÉES

NI DROITE
NI GAUCHE :
LE PREMIER PARTI
DE FRANCE

Par GÉRARD SREIFF

P.27 NOTES


LE 8 MARS

Par LAURENCE COHEN

P.36 SCIENCES

BIOTECHNOLOGIES :
LES CHOIX
TECHNOLOGIQUES,
ENJEU MAJEUR
DE LA DÉMOCRATIE

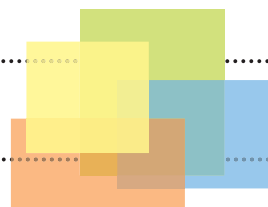
Par DANIEL THOMAS



LA REVUE DU
PROJET

▶ P.6 LE DOSSIER

ÉCOLOCOMMUNISTE
SANS COMPLEXE !



“ Envie de culture ” deux réactions nous sont parvenues :

« Toujours intéressé par la revue même si je trouve quelquefois que les questions soulevées, pour pertinentes qu'elles soient, ne vont pas au bout de la réflexion. Mon petit mot concerne le peu de place que le parti fait à la culture alors que c'était LE parti où la culture a été le plus questionnée. N'avons-nous plus rien à dire même si le champ sémantique est immense ? N'avons-nous rien à proposer en constatant que la culture est soit celle de la classe domi-

nante soit celle de la distraction ? Il me semble que l'enjeu est fort en terme d'émancipation humaine collective et individuelle. Merci de prêter attention à cette envie. Bon courage ! » ■

RENÉ M.

« Très beau travail, je salue au passage mon ami Frédo qui est artiste peintre comme moi et qui, j'en suis sûre, apprécierait davantage de place donnée à la culture et aux cultures, et pas seulement à l'occasion d'une rubrique nécrologie. ».

EUGÉNIE D.

2

SOMMAIRE

4 FORUM DES LECTEURS/LECTRICES

6 ▶ 20 LE DOSSIER

ECOLOCOMMUNISTE, SANS COMPLEXE !

Luc Foulquier Communisme et écologie, une longue histoire

Paul Sindic Ecologie et communisme, des combats d'aujourd'hui

Paul Ariès Objecteur de croissance

Frédéric Boccara Une croissance sans précédent d'un autre PIB

Hervé Bramy Face à la crise écologique, unir écologie et justice sociale

Sylvie Mayer Economie équitable, illusion ou réalité

Xavier Compain Changer de modèle agricole

André Chassaing De la Terre-mère à la Terre commune, extraits d'ouvrage

Nicole Mathieu Pour une recherche en écologie sociale

François Labroille La ville et la mutation écologique, des questions inédites

Amar Bellal Economiser l'énergie dans le bâtiment : enjeu du siècle

Corinne Luxembourg Capitalisme vert, illusions et apories.

Les propositions du PCF à mettre en débat

20 COMBAT D'IDÉES

Gérard Sreiff : Ni droite, ni gauche : le premier parti de France

SONDAGES : Les Français et l'islam : la crispation

23 ▶ 27 NOTES DE SECTEURS

TRANSPORT

Gérard Mazet Le transport des voyageurs, des marchandises, le transport aérien et les infrastructures

AUTONOMIE

Jean-Luc Gibelin Prise en charge solidaire de la perte d'autonomie

SECURITE

Ian Brossat Loppsi II

FEMINISME

Laurence Cohen Le 8 mars

28 REVUE DES MÉDIAS

Alain Vermeersch Le monde arabe et l'impossible démocratie

30 CRITIQUES

Coordonnées par **Marine Roussillon**

Édouard Glissant, Patrick Chamoiseau

Quand les murs tombent : L'identité nationale hors-la-loi ?

Thomas Deltombe. Manuel Domergue, Jacob Tatsitsa, *Kamerun !*

Paul Boccara, *La crise systémique : une crise de civilisation.*

Paul Syndic, *Urgences planétaires*

32 COMMUNISME EN QUESTION

Jean-Numa Ducange Quelques remarques sur la forme parti.

34 SCIENCES

Daniel Thomas Biotechnologies : les choix technologiques, enjeu majeur de la démocratie

36 CONTACTS / RESPONSABLES DES SECTEURS



ÉCOLOCOMMUNISTES ? SANS COMPLEXE, OUI !

De mes lectures (lointaines) de communication politique, j'ai retenu cette idée : à chaque fois que l'on utilise la négation pour se définir, on renforce en réalité l'idée que l'on veut nier. « *Nous ne sommes plus...* », « *Nous avons été mais...* », « *Dans le passé, c'est vrai, nous... mais le PCF a changé.* »

Faites vous même le décompte. La durée moyenne d'attention pour un interview radio ou télé, pour une lecture de tract est de moins de deux minutes. Et à chaque fois que nous tombons dans le piège de la référence au passé, ces deux petites minutes sont grillées.

En titrant cette *Revue du Projet* "Ecolocommuniste, sans complexe", nous ne prétendons pas avoir fait le tour du sujet. Les lacunes ne manqueront pas d'être relevées. Mais le problème est ailleurs. En effet, le soutien de personnalités comme Daniel Cohn-Bendit aux politiques libérales de l'Union européenne a eu comme conséquence que l'Europe a régressé sur le fret ferroviaire... Pas stagné, non, régressé : il y a plus de camions sur les routes aujourd'hui que sur les rails par rapport aux vingt dernières années.

De la même manière, l'acceptation du dogme de la régulation par le marché de tous les domaines de

l'économie a eu comme effet une explosion du transport des marchandises, de leur production segmentée et au final un impact écologique désastreux. Par exemple, la France est devenue, au contraire de l'Allemagne, un pays importateur net de voitures.

Ou encore les règles de l'OMC nous obligent à acheter de la viande bovine en Amérique du Sud créant la situation paradoxale que ce grand pays agricole qu'est la France n'est plus autosuffisant pour de nombreuses denrées alimentaires. Et pour chacun de ces exemples les consommations énergétiques liées aux transports explosent.

Alors pourquoi rougir ? Pourquoi rougir et se couvrir la tête de cendres alors que les idées, les fondamentaux de notre engagement se révèlent d'une modernité folle pour penser l'avenir écologique et social de notre planète.

UN EFFORT DE SYNTHÈSE

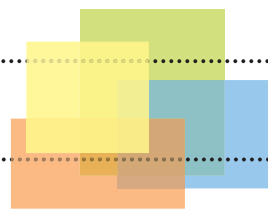
Le deuxième sujet que je voulais évoquer ce mois-ci est que nous avons entendu le besoin de produire un effort de synthèse. Ce fut à l'origine notre intention en demandant aux groupes de secteurs nationaux de s'essayer à cet exercice deux mois après la publication d'un grand dossier. Nous n'avons pas réussi à l'obtenir.

Nous allons donc changer notre fusil d'épaule au prochain numéro et établir une sorte de "sommaire" des synthèses nécessaires. Vous connaissez ces magazines que l'on achète numéro après numéro pour collectionner des fiches pratiques ? C'est ce que nous allons faire en créant deux pages "Les propositions du PCF sur" qui seront également rassemblées au fur et à mesure sur le site internet. Et si l'expérience se révèle utile à l'usage, et c'est vous qui nous le direz, nous accélérerons pour en publier 100 d'ici la fin de l'année.

UNE COLLABORATION AVEC MÉDIAPART COMMENCE

Je finis enfin en vous annonçant une bonne nouvelle. L'équipe de la *Revue du Projet* a rencontré une représentante de la rédaction de Médiapart, le site d'information dirigé par Edwy Plenel, et nous avons le plaisir d'entamer une collaboration. Ainsi d'ici quelques jours, la *Revue du Projet* disposera d'un espace de rédaction dans lequel nous publierons régulièrement une sélection de ses articles principaux. Cela sera aussi une manière de confronter nos écrits à la sagacité des lecteurs et des lectrices de Médiapart qui j'en suis sûr ne manqueront pas d'en commenter le contenu.

Au mois prochain. ■



Concernant le projet du PCF, plusieurs nous ont écrit ce mois-ci pour faire connaître leur opinion :

« Extrait du manifeste du parti communiste de Karl Marx : " ils combattent pour les intérêts et les buts immédiats de la classe ouvrière mais dans le mouvement présent ils défendent et représentent en même temps l'avenir du mouvement. **En France**, les communistes se rallient au parti social-démocrate contre la bourgeoisie conservatrice **tout en se réservant le droit de critiquer les phrases et les illusions**. En Suisse, ils appuient les radicaux sans méconnaître que ce parti se compose d'éléments contradictoires. En Pologne, les communistes soutiennent le parti qui voit dans une révolution agraire la condition de la libération nationale. En Allemagne le PC lutte en commun avec la bourgeoisie toutes les fois qu'elle a un comportement révolutionnaire contre la monarchie absolue. **Mais à aucun moment le PC ne néglige de développer chez les ouvriers une conscience aussi claire que possible de l'antagonisme violent qui existe entre la bourgeoisie et le prolétariat**. En un mot les communistes appuient en tous pays tout mouvement révolutionnaire contre l'ordre social et politique existant. Enfin les communistes travaillent partout à l'union et à l'entente des partis démocratiques de tous les pays. Les communistes se refusent à masquer leurs opinions et leurs intentions. »

Ma conclusion : Karl Marx n'appelle pas les citoyens à se rassembler ni à se rallier à son panache rouge. Par contre il appelle les citoyens à se rassembler le plus largement possible sur la revendication sur le projet émancipateur tout en n'effaçant pas ses intentions et la perspective. Le PCF doit être l'outil qui aide le mouvement émancipateur. ■

DANIEL B.

JEAN-LOUIS C.

« En marge du débat Mélenchon Le Pen (à mon avis, même si l'exercice est difficile, Mélenchon a été insuffisant) un sondage a été effectué. Les grandes indications sont préoccupantes concernant l'électorat populaire.

Une constante. **Le PCF disparaît de toutes les études**. C'était déjà pesant, mais cela est systématiquement très aggravé. Pour rappel un sondage de 2010 indiquait que la chute du parti est estimée inévitable par 42% des ouvriers, et ils estiment à 44% que le PCF n'est plus un "parti utile pour défendre le droit des salariés".

Une majorité de citoyens considérait que le PCF était un parti comme les autres. Ceci n'était pas le cas en 2008. Mais actuellement il n'y a plus ce genre de sondage.(...)

Nous devons interpeller sur ce sujet. ■

« Je ne connais pas ton projet mais j'en connais un qui est le plus proche des besoins du peuple et il est préconisé par le Front de gauche ». À bon entendeur Salut ! »

CARMELO R.

« À propos de l'édito... Depuis le premier, j'ai reconnu une écriture d'un genre nouveau, une autre manière de dire les choses, un style propre à son auteur. Un style que j'apprécie beaucoup, qui participe pour moi de cette autre façon de faire et de dire la politique. L'auteur donne son point de vue tout en ouvrant en grand les portes du débat permanent et partagé, à partir du réel. Il nous interpelle, nous interroge, nous agace mais ne nous laisse pas indifférent. Il est tout à fait dans le sujet, la *Revue du Projet*. Merci Patrice. ■

NICOLE T. LYON

LE MONDE BOUGE

« **Le monde bouge. Peut-être assistons-nous à un nouveau « printemps des peuples».** Le capitalisme est en crise et ses idéologues en difficulté. Mais il n'y a pas de temps à perdre : le capitalisme peut se rénover quitte à opérer des ruptures spectaculaires. Parmi les textes critiques qui fleurissent ici et là, il y a bien sûr matière à nourrir la réflexion sur le dépassement du capitalisme mais aussi à lui ouvrir de nouvelles voies.

Pour l'heure, nous nous consacrons à la construction du Front de Gauche en essayant de sortir par le haut de la redoutable question de l'élection présidentielle et de la candidature unique. Que ce rassemblement trouve un ancrage populaire et les choses les plus compliquées aujourd'hui deviendront secondes. **Le succès de l'entreprise renvoie finalement à notre capacité à mobiliser, au sens le plus large et cela dans un contexte idéologique qui demeure des plus défavorables.** Le doute profond sur la possibilité de changer le cours des choses constitue l'obstacle le plus lourd à la mobilisation populaire. Comment parvenir à la formalisation collective d'un projet de transformation sans la mise en mouvement du peuple, notamment sur le plan idéologique ? Comment une société peut-elle « marcher » sans une participation populaire active ? Nos propositions sectorielles sont évidemment nécessaires, mais elles ont besoin de se rattacher à trois ou quatre grandes idées. **A reporter la formulation d'une cohérence à plus tard nous courons le risque de ne pas**

voir ce qu'il y a de plus fondamental dans les changements que nous analysons. Dans le dossier consacré à la Sécurité - premier numéro de la *Revue du Projet* - on peut lire l'expression « une jeunesse sans affectation sociale ». Il est tout à fait possible de poursuivre la lecture et la réflexion à la recherche de solutions immédiates à la délinquance sans mesurer l'horreur de cette situation faite aux jeunes. N'est-ce pas là pourtant la donnée majeure pour des communistes, qui appelle d'abord une dénonciation publique et qui fonde la nécessité d'autre chose, au-delà des mesures qui amélioreraient la situation dans les quartiers ? **Plus la pression que nous subissons est forte, plus nous avons l'obligation d'être clairvoyants sur ce qui peut crédibiliser l'idée qu'il faut vraiment une autre société.** L'amélioration du quotidien résume-t-elle l'ambition communiste ? La question n'est pas nouvelle. Dans son roman, « *Le cheval roux* », Elsa Triolet la pose déjà. Cette question sur le communisme nous embarrasse autant que la romancière embarrassait les communistes soviétiques à qui elle demandait ce que pourrait être, selon eux, l'Homme nouveau dans une société communiste ! Ne disons-nous pas pourtant que la crise du capitalisme appelle aujourd'hui de profondes transformations ? L'Histoire récente, avec la chute de l'URSS et l'échec de ceux qui se réclamaient du communisme nous somme de dire ce que nous voulons. Nous savons aussi que ce monde nouveau ne naîtra pas d'un

cerveau génial mais de la société dans laquelle nous vivons. Nous devons donc nous exprimer sur celle que nous voulons, certes à grands traits, peut-être provisoires. Ce que nous avons à faire comprendre, c'est aussi le niveau de l'ambition qu'il faut avoir aujourd'hui. Quand l'idéologie dominante a imprégné tout le corps social dont nous faisons partie, ne faut-il accorder la plus grande importance au travail susceptible de nous en dégager ? Loin de s'opposer aux propositions à portée immédiate, il en conditionne le caractère transformateur. **Oui, il est indispensable de nous doter de quelques grands axes qui donnent à voir ce que nous voulons, mais il faut aussi réussir à se faire entendre.** Comment par exemple donner envie de nous lire, de venir débattre d'un programme partagé ? Comment soulever la chape de plomb de l'idéologie bourgeoise qui paralyse et dévoie les consciences ? **Plus que jamais, nous devons dans nos expressions publiques transgresser les manières convenues et être à la hauteur des agressions du capitalisme contre notre civilisation et des souffrances qu'endurent les couches populaires.** Il me semble que c'est ce que tente, dans son registre, Jean-Luc Mélenchon lorsqu'il peut s'exprimer dans les médias, en espérant ainsi attirer l'attention sur autre chose et faire bouger les lignes. Et je nous trouve parfois bien sévères car d'entre tous, l'exercice n'est pas le plus aisé ! » ■

PCF SECTION DU 12^e PARIS

Pour le PCF, il n'est pas nouveau de porter le combat de l'écologie et pourtant cette orientation n'a pas été reconnue et partagée.

L'idée d'un nouveau mode de développement peut recouvrir plusieurs conceptions et plusieurs chemins peuvent être empruntés ? Que dit le PCF aujourd'hui ?

Chercheuses et/ou militantes et militants écologistes et/ou communistes ont bien voulu apporter leur pierre à ce dossier, avant de participer à la convention nationale prévue sur ce même thème.

COMMUNISME ET ÉCOLOGIE, UNE LONGUE HISTOIRE

On aurait pu écrire « environnement et communisme », mais il est « à la mode » de mettre « éco » partout : écotourisme, écoindustrie, écodéveloppement, écocondition, etc. On continue de parler « environnement, cadre de vie, nature ». La terminologie est le reflet de questions de fond et de bataille d'idées.

PAR **LUC FOULQUIER***

LES RAPPORTS HOMME-NATURE

En 1866 Ernst Haeckel écrit : « par écologie nous entendons la totalité de la science des relations de l'organisme avec l'environnement comprenant au sens large toutes les conditions d'existence ». L'écologie est une science. En 1988, le scientifique communiste Pascal Acot écrit une histoire de l'écologie (PUF). L'environnement concerne tous les éléments qui entourent un être vivant. Le débat sur la nature est permanent même si on s'accorde sur l'idée qu'elle désigne des espèces, des habitats, des écosystèmes ; d'où l'expression de « protection de la nature ».

Les caractéristiques de l'espèce humaine font que le naturel et le culturel sont imbriqués. Le travail n'est-il pas un rapport social et un rapport à la nature ? Je peux témoigner que depuis mon adhésion au PCF un riche débat a toujours existé sur ces questions. J'ai conservé les textes. Notez que « Recherches Internationales » publie un numéro spécial (1974) « L'homme et l'environnement ». Il n'est qu'à relire *Dialectique de la nature, l'idéologie allemande ou l'Anti-Dühring...* jusqu'aux travaux de Lucien Sève pour noter que la question des rapports homme-nature est au cœur des recherches marxistes. Et pas qu'en « théorie » ! Engels s'inquiète de la misère et de la pollution atmosphérique à Manchester ; Marx explore une urbanisation nouvelle (écoville aujourd'hui ?).

LE PCF ET L'ÉCOLOGIE, UN GRAND MALENTENDU !

L'écart est évident entre ce que ce parti a fait et la perception qu'en ont les gens et les communistes eux-mêmes. Chaque fois qu'on organise un débat sur l'écologie, nombreux sont ceux qui « découvrent » notre activité. C'est vrai d'autres sujets : le féminisme, l'immigration ou la lutte contre la misère... Pourtant le

travail de nos élu(e)s est impressionnant. Je pense aux batailles sur l'eau, l'énergie, l'urbanisme, les transports, les services publics, la recherche... Toutes nos campagnes électorales sont marquées par des propositions fortes en matière d'environnement. Ce fut le cas dans *Changer de cap* (1971), avant *Le Programme Commun de Gouvernement* (1972). Claude Quin quantifie « ce que coûte le capitalisme à la société » (1972) avec « la dégradation rapide de l'environnement naturel, la pollution, les nuisances » qu'il estime à 20 milliards de francs (*Économie et Politique*, 1972). En 1975, dans une brochure *Vivre libres*, l'article 56 stipule « la république assure la protection de la nature et sa mise en valeur rationnelle en vue de satisfaire les besoins de coopération sans discrimination. Elle prend les mesures nécessaires à la protection de la flore et de la faune... ». En 1987 le programme du PCF *Justice, Liberté, Paix* propose « l'utilisation pleine et entière des progrès scientifiques et techniques, un cadre de vie de qualité, la protection et la mise en valeur de l'environnement. On y trouve le « produire français » dans le cadre d'une grande politique industrielle. N'est-ce pas une revendication actuelle si on veut rapprocher la production de la consommation ? Sylvie Le Roux (Sylvie Mayer), rédige en 1989 pour le groupe au parlement européen, 10 propositions qui traitent du développement, du rapport Brundtland, des pollutions industrielles, de l'agriculture... et de l'effet de serre. Le PCF développe en 1992 six propositions dont celle de « protection et de valorisation de l'environnement ». La revue *Avancées scientifiques et techniques*, créée par René Le Guen, édite un numéro spécial « l'environnement au quotidien ». Robert Hue fait « du développement humain, durable et solidaire » un axe fort de sa campagne électorale. En 2005, le PCF organise un forum national « pour un développement durable et solidaire de la planète ». En

2007, Marie-George Buffet place dans ses 15 engagements « l'écologie au cœur du développement ».

On pourrait compléter avec les nombreux articles de « l'Humanité ». Je pense à ceux du professeur d'écologie, Vincent Labeyrie, les 9 mars et 16 novembre 1977 : « *Importance et limite de l'écologie* ? » ; « *Qu'est-ce que l'écologie ?* » et de Jean-Pierre Kahane (23/01/1993) « *Économiser les ressources naturelles, cela peut emprunter, et emprunte de fait, des voies détournées, imprévisibles a priori* ».

Dès 1980, Guy Léger intègre un groupe formé par la direction du PCF, qui aboutira à la naissance (1981) du *Mouvement National de Lutte pour l'Environnement* (MNLE) avec le professeur Schwartzenberg, Jean Ferrat, Alphonse Véronèse (secrétaire de la CGT), Suzanne Pommier sous l'impulsion de Camille Vallin, maire de Givors et de René Nozeran et Andrée Le Frère, membres du comité central. En 1969, René Le Guen et Roland Leroy, mettent en place une commission pour travailler sur les questions scientifiques et techniques dont l'écologie. Robert Joly, 1974, est en charge du secteur « Urbanisme-Cadre de vie-Environnement ». Pierre Juquin prend le relais. Le 15 novembre 1975, la Commission produit un texte important « *Avant-projet sur les points de règles essentielles pour la question de l'environnement* ». Il servira de base au rapport de Pierre Juquin au comité central de juin 1976 : « *Les communistes et le cadre de vie* ». Il traite du fond philosophique, des besoins et des droits, du travail, du logement... « L'environnement devient également une machine à sous ». On avait vu venir le capitalisme « vert » ! On abordait la nature de la crise du cadre de vie et de l'environnement, ... Le débat sur la croissance, le rôle de la science, ... et de grands objectifs de lutte.

UNE ORIENTATION NON RECONNUE

Comment avons-nous eu tant de difficultés à faire partager ce qui était à l'époque une grande nouveauté, venant d'un Parti ? Pourtant la commission n'a pas cessé de travailler avec, comme

responsable, Mireille Bertrand, Le Bihan, Sylvie Mayer, Alain Hayot et aujourd'hui Hervé Bramy. Cela a permis et facilité une profusion de textes (voir *Cahiers du Communisme, Économie et Politique*, etc.) et l'édition d'ouvrages¹.

Tous les travaux de nos congrès (depuis le 22^e en 1976) abordent l'environnement et l'écologie en fonction de l'actualité du moment. Le 34^e congrès (2008) y insiste fortement à propos de la crise, de la mondialisation, du mode de développement, de la révolution des connaissances. J'ai vécu toutes ces discussions et réunions dans la « commission environnement ». Nous avons souffert de la notion de priorité ! Au moment du « Club de Rome » (1972), nous disions qu'on voulait aiguiller les salariés vers la décroissance... nous parlions « d'objectifs seconds et non secondaires que le mouvement ouvrier et démocratique ne dédaigne pas... ». Des insuffisances nous en avons ; mais les textes et les luttes de notre parti témoignent que la caricature qui consiste à nous présenter comme « productiviste » et « anti écologique » n'a qu'un but : sortir les batailles environnementales du combat de classe. Je persiste et je signe : la science écologique ne saurait être la science des sciences. Protéger la nature, économiser, produire autrement sont indispensables pour l'existence même de l'Humanité. Mais utiliser cette nécessité profonde pour des raisons purement électoralistes ou politiciennes, en s'appuyant sur les « peurs », le « ni droite, ni gauche » des forces écologistes, nous éloignent de la lutte contre le système capitaliste et l'oligarchie qui le perpétue. Ce texte, peut être faudra-t-il en écrire plus ?, montre que nous avons besoin de formation pour s'emparer de nos propres propositions et ne pas les perdre, faute de ne pas les utiliser. Il faut être tenace. Le philosophe Schenckenger écrit (*Humanité* du 19/02/2011), à propos d'un manifeste d'Eva Joly et de Noël Mamère, que le « vocabulaire renoué avec les thèmes portés dans les années 70 par la sociobiologie réactionnaire » ; « ... mais on ne saurait faire de la politique une écologie... », « ...mais il faut

une écologie politique » ; Depuis 40 ans nous ne nous sommes pas battus pour rien !

POURQUOI ?

Il est difficile de démontrer que les enjeux de l'environnement sont des enjeux de classe et non des revendications ou du « désir de nature ou de naturel » ! Nous avons eu tendance à agir essentiellement sur « le cadre de vie ». Le « social », « l'économique » étaient prioritaires. La direction nationale n'a pas pu (ou su) lancer des campagnes avec nos propositions. Il n'y a pas eu un autre conseil national sur l'écologie. L'expression « forces de gauche et écologistes » a laissé ce sujet aux « verts », y compris dans notre presse. Le temps est pris par « la stratégie » et « les élections ». Les moyens donnés à la « commission écologie » étaient trop faibles. Mais surtout le travail morcelé (recherche, économie, énergie, agriculture, écologie, ...), peut se « perdre » faute de cohérence, de projet. Quelle fédération, quelle section a diffusé les derniers tracts sur l'écologie, le climat, la taxe carbone, l'eau ? Qui impulse ?

Ne nions pas les reculs idéologiques. Les « non débats » du style « non » aux nanotechnologies, aux O.G.M., au nucléaire, au TGV... exploitent les peurs et ne permettent pas la construction commune de réponses. Il faut relancer la bataille sur les connaissances.

Une vision globale sur les rapports « homme-nature- société » est nécessaire pour lier le « vivre mieux et autrement » avec une autre conception de la croissance et du développement.

Depuis quelques temps une demande et une offre de formation sur « l'écologie » se développe, la *Revue du Projet* existe et en parle. Si on utilise nos propositions, on peut inverser la perception que les gens ont de notre politique environnementale. Qu'en pensez-vous ? ■

*Luc Foulquier, est chercheur en écologie – membre de la Commission Écologie du Conseil National.

Guy Biolat (Luc Foulquier), *Marxisme et environnement*, 1973 ; Catherine Claude, *Voyages et aventures en écologie*, 1978 ; Jean-Marie Legay, *Qui a peur de la science ?*, 1981 ; René Le Guen, *Les enjeux du progrès*, 1983 ; Sylvie Mayer, *Parti pris pour l'écologie*, 1990 ; Sylvie Mayer, *Quelle planète léguons-nous ?* ; Paul Sindic, *Urgences planétaires*, 2011 ; André Chassaigne, *Pour une terre commune*, 2011

ÉCOLOGIE ET COMMUNISME, DES COMBATS D'AUJOURD'HUI

Les termes *écologie* et *communisme* ont, depuis près d'une trentaine d'années, paru relever d'univers idéologiques différents, avec des points d'affrontement souvent cultivés délibérément, surtout du côté écologiste.

PAR PAUL SINDIC*

Paradoxalement, à la naissance des mouvements écologistes français, au début des années 70, il n'en était pas ainsi. Les premiers combats environnementaux : pollutions de l'air en zones urbaines et pollutions industrielles des eaux (rivières, fleuves, zones marines côtières) ont été souvent communs aux premiers militants écologistes et à un certain nombre de militants communistes, de sensibilité écologiste. Citons les luttes contre les pollutions industrielles du Rhône, animées au départ par Camille Vallin, maire de Givors, membre du Comité central du PCF. Cette lutte, victorieuse, débouchera ensuite sur la création du *Mouvement national de lutte pour l'environnement* (MNLE) par des militants écologistes, membres ou proches du PCF, qui mènera au fil des ans un certain nombre de luttes¹. Son influence s'est réduite ensuite pour des raisons sur lesquelles nous allons revenir. A l'époque, existait la possibilité d'un dialogue fécond et indispensable entre deux volontés de changer le monde, l'une visant à changer les rapports de l'homme avec la nature, l'autre visant à remplacer la logique du profit par celle de la satisfaction des besoins humains essentiels, incluant ces nouveaux rapports avec la nature. La complémentarité entre ces deux volontés était évidente et le demeure aujourd'hui. Mais cette opportunité n'a pas été saisie.

UNE OPPORTUNITÉ MANQUÉE

Les militants communistes ont, à quelques exceptions près, cédé à leur péché historique habituel. A savoir, considérer que le combat essentiel était celui d'arracher le pouvoir au capital, les autres combats étant secondaires et facilement gagnés une fois le capital battu (voir erreur similaire sur le féminisme dans la période antérieure). En fait, tous les combats progressistes sont à mener de front, car ils se confortent les uns les autres. Ensuite,

la réserve communiste s'est accrue au fil des positions politiques prises ensuite par le courant écologique dominant.

Celui-ci a, en effet, dans notre pays, majoritairement décidé de se constituer en formations politiques briguant des sièges aux différentes élections (certains mouvements comme les Amis de la Terre n'ont pas suivi ce chemin). Or, pour exister électoralement, il faut se situer sur l'échiquier politique et construire des repères idéologiques, via un certain nombre de thèmes. Ni droite, ni gauche, le premier avancé, a été basé à l'origine sur le raisonnement simpliste que capitalisme et socialisme à la soviétique ayant commis tous deux de graves atteintes à l'environnement, l'écologie devait se situer au dessus des choix politiques habituels (ce thème est encore exploité aujourd'hui). Dans la réalité, les autres thèmes identitaires avancés ensuite, à savoir la décroissance économique, l'anti-productivisme, le changement d'attitude individuel (manger bio, faire du vélo), une passion quasi-métaphysique contre le nucléaire civil, etc., sont marqués par un certain européocentrisme et par une sensibilité social-démocrate majoritaire (avec une minorité de centre droit). En effet, les militants écologistes, sociologiquement, relèvent principalement d'un salariat qualifié (enseignants, cadres, intellectuels divers). Du même coup, le capitalisme n'est pas remis en question. Il s'agit de le réformer, non de le dépasser. Si le mouvement écologiste a joué un rôle très positif dans un recensement exhaustif de la multiplicité des atteintes à l'environnement, sa difficulté idéologique à percevoir le rôle décisif, structurel, d'une course infernale à des profits toujours plus élevés dans l'aggravation des gaspillages de ressources, des atteintes environnementales, l'a conduit à de sérieuses erreurs d'analyse et d'orientation, qui ne peuvent être toutes détaillées ici.

ÉCOLOGIE ET COUCHES POPULAIRES

Citons simplement l'inadéquation flagrante des préconisations écologistes à la situation réelle des couches populaires dans notre pays et, au-delà, à celle de la majorité misérable de la population planétaire. Les salariés mal payés, les précaires, chômeurs n'achètent pas de la nourriture bio, tout simplement parce qu'elle est plus chère. Pour le milliard d'êtres humains qui ont faim, le problème n'est pas de manger bio, mais de manger tout court. Les trois milliards d'êtres humains qui vivent dans la misère (coût humain : au minimum 15 millions de morts/an, un énorme scandale) ont, eux, un impérieux besoin de croissance économique matérielle (systèmes éducatifs, de santé, infrastructures de transport, énergie, eau potable, assainissement, etc.). Si, dans notre pays, la priorité n'est pas effectivement de créer plus de richesses, mais de mieux les répartir, diminuer les richesses créées n'est pas un objectif écologiste.

LES CONTRAINTES DE LA DURABILITÉ

En effet, les contraintes réelles de la durabilité sont :

- la minimisation des prélèvements sur les ressources naturelles épuisables,
- la gestion la plus économe possible des ressources naturelles renouvelables et,
- la réduction drastique des atteintes à l'environnement, toutes choses qui ne sont pas incompatibles avec un niveau stable de richesses créées, voire avec leur accroissement (part grandissante des activités productives immatérielles, produits à longue durée de vie, entièrement recyclables, etc.).

L'anti-productivisme, lui, se réfère à une obsession de produire qui dans notre pays n'existe plus. L'activité matérielle de produire est de plus en plus soustraite ou délocalisée. L'obsession est plutôt de vendre, grâce au pilonnage publicitaire, à l'obsolescence artificielle des produits, pour accélérer les cycles de profits toujours plus élevés, voire d'abandonner les activités productives pour des activités financières encore plus rentables. Le danger réel actuel est à l'inverse du productivisme. Les déclinés de l'investissement et de l'emploi industriels s'ils persistaient, aboutiraient à une incapacité française à faire face aux contraintes nationales et planétaires de la durabilité.

Enfin, l'électricité de notre pays, bon marché, est déjà décarbonée à 90 %, (pour l'essentiel grâce au nucléaire).

C'est un atout, unique au niveau planétaire, pour affronter la contrainte très élevée de diminuer de 80 % les émissions de CO2 d'ici 2050. L'hostilité métaphysique au nucléaire civil n'a donc guère de sens. Plus grave, elle entrave, au niveau national et international, la vraie bataille de la sûreté nucléaire (sécurité des centrales et de la gestion des déchets) qui n'est plus une question technique (maîtrisée dans notre pays, comme le confirme le dernier Rapport parlementaire sur le sujet du 19/01/11), mais une lutte contre toute pénétration de la gestion capitaliste dans ce domaine sensible qui aboutirait fatalement à mettre en cause la dite sûreté. D'où la nécessité absolue d'une maîtrise publique, mais aussi de mécanismes internationaux de contrôle très stricts de la dite sûreté nucléaire, (opérant y compris en France), vu notamment la relance mondiale du nucléaire civil. Or, le courant écologiste français est pour l'instant totalement absent de ce nécessaire combat.

Enfin, relever les défis planétaires urgents (crise énergétique-réchauffement climatique, misère de la moitié de l'humanité) va nécessiter, dès les toutes prochaines décennies, d'énormes investissements (de l'ordre de dizaines de milliers de milliards de \$), si nous ne voulons pas que l'humanité sombre dans la barbarie ou disparaisse. Notre responsabilité collective vis-à-vis des générations futures est énorme à cet égard. Or, une majorité de ces investissements ne sont pas « rentables » au sens capitaliste du terme et le capitalisme financier mondialisé refuse en fait de les assumer, comme il refuse aussi les prélèvements publics sur les richesses créées pour financer les dits investissements. Les diversions du « *capitalisme vert* » où des niches artificielles de rentabilité élevée sont créées à coup de subventions publiques (ex. éolien et photovoltaïque) servent à dissimuler cette réalité fondamentale.

DÉPASSER LE CAPITALISME, UN IMPÉRATIF DE SURVIE.

Il y a eu dans la dernière période prise de conscience partielle de cette situation dans une fraction très minoritaire du courant écologiste, la conduisant à rejoindre le camp progressiste. Idem dans un mouvement comme ATTAC. Mais il faut aller beaucoup plus loin, engager un débat de fond sérieux, sans concessions, avec l'ensemble du courant écologique de gauche, avec toutes les forces de gauche, à ce sujet, dans la pers-

pective de gagner une majorité de Français à ce combat.

Le dépassement, national et planétaire, au cours des prochaines décennies, de la logique capitaliste de l'accumulation de profits privés au bénéfice de celle du « développement humain durable »⁽²⁾, doit conjuguer satisfaction des besoins essentiels de tous les êtres humains, potentialités d'épanouissement individuel et respect des contraintes de la « durabilité » énumérées plus haut. Il doit

donc marier problématiques écologiques et processus d'avancées, par étapes démocratiquement décidées, définies au fur et à mesure, vers une nouvelle société humaine, qualitativement supérieure, « communiste » au sens premier de ce terme. C'est un immense défi, mais combien exaltant à relever. ■

*Paul Sindic, est auteur du livre, *Urgences planétaires*, préfacé par F. Wurtz, Ed. Le Temps des Cerises qui traite de manière plus détaillée de divers thèmes abordés dans cet article.

(1) Sur le plan de la lutte idéologique, voir l'ouvrage écrit à cette époque par un militant communiste, Luc Foulquier, *Marxisme et environnement* (sous le pseudonyme de Guy Biolat).

(2) Ce concept nouveau est apparu pour la première fois dans les textes du 34^e Congrès du PCF en 2008, mais il est loin encore d'être le bien commun des militants communistes et encore moins des autres militants progressistes. Le concept de « développement durable », largement récupéré par l'idéologie capitaliste, domine toujours.

OBJECTEUR DE CROISSANCE

La grande question pour le 21^e siècle est de renouer avec cette capacité à se donner des limites qui suppose d'en finir avec l'économisme (l'idée que « plus serait forcément égal à mieux ») de droite ou de gauche.

PAR PAUL ARIÈS*

Nous vivons une véritable crise systémique (écologique, sociale, politique, humaine, etc). Ce qui fait lien, c'est le fait que nous avons perdu la capacité à nous donner des limites. Un individu incapable de se donner des limites va nécessairement les chercher dans le réel : conduites à risque, toxicomanie, suicides, etc. Une société incapable de se donner des limites va aussi les chercher dans le réel : épuisement des ressources, réchauffement planétaire, explosion obscène des inégalités. Les objecteurs de croissance ne sont donc pas des écologistes plus « hard » que les autres. Je ne suis pas venu à la décroissance parce qu'il y a le feu à la planète, mais par refus du caractère aliénant de ce monde. Parler de société capitaliste est devenu ainsi un abus de langage. Ce monde de la marchandise ne fait plus société. La déliaison domine partout. Mon inquiétude est donc tout autant anthropologique que sociale ou écologique. Il ne faut pas seulement se demander quelle Terre nous léguons à nos enfants mais quels enfants nous léguons à la planète.

SEUILS D'IRRÉVERSIBILITÉ

De la même façon que nous parlons de seuils d'irréversibilité sur le plan environ-

nemental (au-delà de 2° celsius d'augmentation de la température, nous ne savons pas ce qui arrivera), il existe aussi des seuils d'irréversibilité sur le plan culturel et psychique. Je suis effaré par cette « basse culture » qui se développe. J'ai peur aussi que nous ne donnions plus aux enfants la possibilité de se construire. Ces enfants qu'on fait grandir trop vite deviennent ensuite des ado-adultes parfaitement adaptés à la société de dévoration... Le grand enjeu est donc de remettre la « fabrique de l'humain » au cœur des réflexions et actions et pour cela d'admettre que la décroissance économique des riches est la condition d'une croissance en humanité. La gauche comme la droite sont responsables de la destruction des écosystèmes, car ces deux systèmes ont pillé la planète pour nourrir leur machine productiviste, mais ces deux systèmes ne sont pas dans la même posture. Les droites et les milieux d'affaires ont un vrai projet : le « capitalisme vert » c'est-à-dire la volonté d'adapter la planète et l'humanité elle-même aux besoins du productivisme (courant transhumaniste, nouvelle politique gouvernementale d'adaptation aux conséquences du réchauffement plutôt que de combattre ses causes).

Les gauches, à l'échelle internationale, restent largement aphones, car elles ne

savent pas encore comment concilier les contraintes environnementales avec le souci de justice sociale et le besoin de reconnaissance, face à la société du mépris. Les gauches ne retrouveront une parole fécondante que si elles font sécession, que si elles font contre-société : nous ne pouvons peut être pas changer ce monde, mais nous devons au moins essayer d'en construire un autre. J'ai montré dans mon livre « *La simplicité volontaire contre le mythe de l'abondance* » que l'histoire depuis deux siècles est aussi celle du conflit entre deux gauches. D'un côté, une gauche productiviste qui a toujours eu foi dans le développement des forces productives, dans le mythe béat du progrès, cette gauche-ci a toujours été dominante mais elle a aujourd'hui du plomb dans l'aile car elle ne peut promettre, sincèrement, à plus des sept milliards d'humains d'accéder au pays de Cocagne, à l'abondance. D'un autre côté, existe aussi une gauche anti-productiviste qui plonge ses racines dans les luttes multiséculaires des milieux populaires contre ce qu'on nomme à tort le progrès, ces paysans refusant le passage de la faucille à la faux, ces ouvriers cassant certaines machines, etc. Cette gauche-là est celle du « droit à la paresse », (Paul Lafargue), des « sublimes », ces ouvriers hautement qualifiés qui choisissaient de travailler le moins possible, cette gauche fut au milieu du 20^e siècle, celle du « vivre et travailler au pays ». Cette gauche anti-productiviste a toujours été dominée et ridiculisée. Elle a longtemps broyé du noir car elle croyait le peuple définitivement intégré à la société de consommation, donc définitivement perdu pour la révolution. Cette gauche antiproductiviste peut aujourd'hui devenir enfin optimiste, car la crise environnementale mais aussi la fin programmée des classes moyenne (cette génération des Bac + 5 à 1000 euros) rendant de nouveau possible la redéfinition d'un nouveau projet de société et d'un nouveau sujet capable de le porter.

GRATUITÉ DU BON USAGE

Nous ne pouvons plus refouler la grande question historique qui est celle du partage. Puisque le gâteau mondial (PIB) ne peut plus grossir, nous devons changer sa recette (qu'est-ce qu'on produit ? comment ? pour qui ?) afin de pouvoir le partager. L'époque est donc bien au retour des partageux. Le moment est venu de lier nos mots-obus (décroissance, anticapitalisme) à des mots chantiers : le ralentissement contre le culte de la vitesse, la relocalisation contre le mondialisme, la coopération contre l'esprit de concurrence,

le choix d'une vie simple contre le mythe de l'abondance, la gratuité contre la marchandisation. Le grand combat aujourd'hui n'est plus de manifester pour le pouvoir d'achat mais de défendre et étendre la sphère de la gratuité. Tout ne peut être gratuit, donc il faut faire des choix. Veut-on la gratuité du stationnement pour les voitures, ou celle de l'eau vitale, de la restauration scolaire, des transports en commun, des services funéraires, etc.? Je propose donc un nouveau paradigme : gratuité du bon usage face au renchérissement du mésusage. Pourquoi paye-t-on l'eau, le même prix pour faire son ménage et remplir sa piscine privée ? Ce qui vaut pour l'eau vaut pour l'ensemble des biens communs. Il n'y a pas de définition objective ou moraliste du bon usage et du mésusage, mais seulement une définition politique, c'est ce que les gens en feront.

REPOÉTISER NOS EXISTENCES

L'enjeu est double : donner du grain à moudre à la démocratie participative en n'oubliant jamais que la vraie démocratie, c'est toujours de postuler la compétence des incompetents, de rendre la parole à ceux qui en ont été privés, réapprendre à redevenir des usagers maîtres de nos usages, mais aussi

combattre l'insécurité économique. La force du système est sa capacité à insécuriser les gens... ce qui fonde la possibilité d'un gouvernement par la peur et du renforcement répressif. Si je suis partisan d'un revenu garanti couplé à un revenu maximal autorisé, c'est aussi parce que je fais le pari que des personnes sécurisées économiquement pourront développer les autres facettes de leur personnalité : nous ne sommes pas seulement des forçats du travail et de la consommation, mais aussi des citoyens, des artistes, des amants, etc. Nous devons repoétiser nos existences, libérer un désir authentique. Souvenons-nous de la place des poètes dans la Résistance ? C'est pourquoi je suis aussi pour un retour de la morale en politique. Nous devons réapprendre à parler au cœur et aux tripes. Nous devons regarder davantage les « gens de peu » que les couches moyennes. Le slogan de la décroissance « moins de biens, plus de liens » exprime ce désir d'une décroissance économique et d'une croissance en humanité. L'une ne peut pas aller sans l'autre. ■

*Paul Ariès est directeur du Sarkophage, auteur de *La simplicité volontaire contre le mythe de l'abondance* (la découverte). Co-organisateur du 3^e contre-Grenelle de l'environnement, le 2 avril 2011.

UNE CROISSANCE SANS PRÉCÉDENT D'UN AUTRE PRODUIT INTÉRIEUR BRUT

Critère d'accumulation des moyens matériels poussant à leur excès et gâchis avec la crise de suraccumulation, la rentabilité s'oppose à des objectifs écologiques comme sociaux

PAR FRÉDÉRIC BOCCARA*

La marchandisation est au cœur de la crise écologique et sociale ainsi que des réponses perverses à celle-ci¹. Il est absolument nécessaire de changer les critères de gestion des entreprises pour en mettre d'autres en œuvre visant à économiser le capital et les matières² et à développer les capacités humaines, et pas seulement de limiter les effets des critères dominants. Ce changement pousserait aussi les activités sociales libres et le temps pour elles. Cette exigence de notre époque appelle un développement sans précédent des services publics, d'un nouveau type.

UNE DÉCROISSANCE RADICALE DE LA FINANCE, DES GÂCHIS MATÉRIELS ET DE CAPITAL

Ce n'est donc évidemment pas une décroissance généralisée qui est nécessaire. Une telle révolution de l'économie appelle une décroissance radicale de la finance, des gâchis de capital, de matériels, de matières, etc. Elle appelle une croissance tout aussi radicale, et sans précédent, des activités très intenses en personnes (éducation, santé, recherche, ...), sans les couper des activités de production matérielle, et une réduction massive du temps de travail tout au long de la vie, exact opposé de l'actuelle course folle à la

surexploitation par les gains de productivité apparente du travail qui génère la course au temps, cette oppression sur le temps dénoncée par Badiou. Pour ce faire il est besoin d'une croissance massive de financements et d'avances de fonds, donc d'une croissance du Produit intérieur brut (PIB) où, entre autres choses, l'activité des services publics est incluse. Mais cela veut dire une croissance du PIB avec un tout autre contenu donc une autre production. Et surtout la poursuite d'autres buts sociaux et sociétaux.

On ne peut laisser entendre que la dictature des critères de rentabilité reculerait spontanément si l'on visait la décroissance globale : avec la récente récession, on voit nettement quel type de décroissance le système dominant génère, renforçant le mal être et les privations³. Symétriquement, observer que l'expansion des services se fait avec une montée des inégalités, de la précarité, de la surexploitation, de la consommation globale d'énergie et de matières⁴ devrait conduire à voir le conflit qui se joue dans le cadre du type de croissance du PIB et des services pour que cette croissance ne soit pas dominée par l'accumulation matérielle et les critères de rentabilité. Dans le capitalisme la finalité n'est pas la production en soi, ni les besoins, c'est, comme le dit Marx à la fin du *Capital*, « la production centrée sur l'obtention de valeur et de plus-value » pour la rentabilité et l'accumulation des machines, par opposition à la production de valeur d'usage.

Il faut ainsi agir sur les multinationales et le système productif avec des financements nouveaux, ce qui rejoint la question cruciale de la création monétaire partagée au niveau mondial, développant la monnaie comme bien commun mondial⁵ ainsi que nous le proposons à partir de l'analyse néo-marxiste de la régulation systémique.

DE NOUVEAUX SERVICES PUBLICS NÉCESSITENT PLUS DE CROISSANCE

Une politique de dépenses publiques active est nécessaire pour permettre de vraies alternatives à la consommation non écologique, au lieu d'une politique inégalitaire de fait. Cela appelle des dépenses massives de recherche et dans les infrastructures publiques, mais aussi des investissements nouveaux des entreprises et des dépenses considérables de reconversion des emplois et de qualifications des gens.

L'entretien et le développement des biens communs (et pas seulement la préservation d'un stock) appellent le développement de services publics et socialisés de l'environnement et de l'écologie, tout comme celui d'entreprises publiques fonctionnant selon des critères d'économie de ressources naturelles et de moyens matériels, en alternative à la domination-prédation de l'environnement et des ressources naturelles exercées par les multinationales. Des services publics nationaux, coopérant entre eux jusqu'au niveau mondial, co-déterminant leur action avec les usagers, s'intéresseraient aux « ressources naturelles », mais aussi à la production, aux effets des technologies, voire à leur transfert. Cela se pratique actuellement mais de façon très embryonnaire voire pervertie sous la domination des firmes multinationales (pôles de compétitivité, agences, etc.). La question d'une articulation services/industrie autre que par le marché, avec le service public, et d'une planification indicatrice, autogestionnaire, et de ses critères est ainsi posée. Développer les services publics et s'émanciper des marchés est à l'opposé d'options social-libérales de certains écologistes, et demande de tout autres financements, beaucoup plus massifs qu'actuellement.

UNE UTOPIE RÉALISTE

Une refonte écologique et culturelle des productions exige de viser une circularité radicale des productions (réutilisation des « sorties » matérielles de la production pour ses « entrées »). Elle suppose aussi de viser l'usage au lieu de la possession des objets, question abordée aujourd'hui mais de façon hyper-marchande, en substituant à l'achat d'une marchandise la location de l'usage. Au marché, on substitue ... le marché⁶ ! Avec tous les problèmes posés par les gâchis accrus de non détention, et de renouvellement accéléré impulsé par les multinationales pour sans cesse remplacer les produits par des nouveaux produits matériels. Se pose en réalité la question d'une transition révolutionnaire, matérielle et culturelle, vers un système productif qui viserait les valeurs d'usage et non plus les valeurs marchandes, tout en continuant d'économiser le travail fourni, mais de façon maîtrisée (à l'opposé de certaines tendances à vouloir gâcher le travail vivant, symétriques du gâchis actuel de matières et de travail

mort). Parmi les indicateurs d'utilisation, ou d'usage, ceux du temps gagné pourraient devenir centraux, à partir notamment de la mise en œuvre de critères « d'efficacité sociétale »⁷ dans les services publics.

RÉVOLUTIONNER PRODUCTION, CRITÈRES DE GESTION ET SERVICES PUBLICS

On sous-estime l'enjeu écologique si on ne voit pas qu'il faut révolutionner les productions, les critères de gestion des entreprises (tout particulièrement les multinationales) ou le besoin de services publics nationaux très développés, transformés. Réduire l'enjeu écologique à une simple limitation de la consommation et à un partage des richesses existantes entre riches et pauvres ou entre Nord et Sud, c'est aussi sous-estimer les effets pervers de ce qui est fait, aboutissant au mieux à des résultats quantitatifs plus que minimes. En insistant dans les pays développés comme la France sur la consommation des ménages, on focalise sur des éléments en bout de chaîne de façon non systémique et on renforce la culpabilisation paralysante. Il s'agit au contraire de voir le rôle décisif du capital multinational et des firmes, dans la gestion des biens qui pourraient être communs, le rôle des critères de gestion du capital, du type technologique actuel et du type de financement.

Traiter conjointement l'enjeu social et écologique contribue pleinement au dépassement du capitalisme, et de la façon dont il modèle production, consommation, territoire, système de pouvoirs et technologie. Cela contribue aussi au dépassement du libéralisme, en allant vers une civilisation de l'Humanité sur toute la Terre. ■

*Frédéric Boccara économiste, membre du conseil national.

(1) Frédéric Boccara, *Capitalisme Vert, Taxe Carbone et Cancun, Economie et Politique*, à paraître.

(2) Paul Boccara, *Transformations et crise du capitalisme mondialisé. Quelle alternative ?* 2^e édition, Le Temps des cerises.

(3) Serge Latouche, *Le pari de la décroissance*, Fayard/Pluriel, 2010, p. 22).

(4) Jean Gadrey, « Écologie, révolution des services et emploi », in *Développement durable : pour une nouvelle économie*, p. 121-141.[1]-

(5) Denis Durand, *Un autre crédit est possible, Le temps des cerises*, 2001.

(6) Patricia Crifo, Michèle Debonneuil, Jean-Pierre Grandjean, *Croissance verte, Rapport du Conseil économique pour le développement durable*, novembre 2009.

FACE À LA CRISE ÉCOLOGIQUE, UNIR ÉCOLOGIE ET JUSTICE SOCIALE*

L'écologie politique va bien au-delà de la défense de l'environnement. Elle se veut radicale, s'attaque à la racine des causes de la catastrophe écologique : culte du profit, règne de la concurrence et du libre échange, montée des inégalités et fuite en avant productiviste...

La crise écologique est la conséquence d'une exploitation sans limites des ressources naturelles qui provoque une détérioration profonde, parfois irréversible, de l'environnement.

Parce que nous faisons le lien entre l'oligarchie, les très riches, et la destruction de la planète, notre écologie ne peut qu'être profondément anticapitaliste et éprise de justice sociale. Parce que le système actuel provoque l'exploitation à la fois des individus et des écosystèmes, notre écologie vise à changer de système et à proposer des ruptures de transformation écologique et sociale, fermement ancrées à gauche, solidaires, internationalistes et citoyennes. Revoir nos modes de production et de consommation, dépasser le culte de la croissance économique à tout prix, interroger nos besoins et la notion de richesse. Repenser les rapports Nord-Sud et les solidarités internationales pour une autre mondialisation au service des peuples. En finir avec l'OMC et refuser la construction actuelle de l'Union Européenne avec son cortège de privatisations de services publics essentiels.

L'URGENCE ÉCOLOGIQUE

Les causes en sont la recherche effrénée du profit et de l'exploitation sans limite des êtres humains et des ressources naturelles. Avec les transports de marchandises extrêmement polluants, aujourd'hui un jean fait le tour du monde avant d'arriver dans nos placards, après avoir été produit dans des conditions indécentes à l'autre bout du monde, du fait du dumping social et environnemental. Mais le problème trouve aussi sa source dans les politiques de l'OMC, du FMI et de la Banque Mondiale, relayées par les gouvernements libéraux qui détruisent les services publics, l'agriculture vivrière, la transformant en monocultures destinées à l'export – comme pour la Politique Agricole Commune de l'Union Européenne qui offre des subventions aux trusts agricoles. Le résultat, c'est la ruine des paysans, les migrations for-

cées des populations et la régression xénophobe dans la mise en place d'une Europe forteresse.

La logique du capitalisme vert revient à créer des mécanismes qui font de la protection de l'environnement une nouvelle source de profits, sans souci des conséquences sur l'environnement ni sur les conditions de vie des peuples. Depuis plus de 150 ans, le capitalisme a entraîné un développement anarchique et brutal de la production, avec le renfort de la publicité, des modes et du crédit à la consommation, sans prendre en compte les besoins humains réels et les limites des ressources naturelles. Réalisation de profits, et satisfaction de besoins artificiellement créés étaient les critères des choix économiques. Aujourd'hui, la crise climatique dans laquelle l'Humanité est entrée depuis la fin du 20ème siècle joue un rôle d'accélérateur brutal des inégalités sociales, des crises alimentaires et énergétiques.

UN NOUVEAU MODE DE DÉVELOPPEMENT

Le maintien voire le développement des écosystèmes - qui ont besoin de temps longs - est incompatible avec la recherche maximum et à court terme du profit. Les crises (alimentaire, écologique, financière, démocratique...) appellent de nouvelles avancées de civilisation qui remettent en cause les modes de production et d'échanges capitalistes, la recherche exacerbée du profit, et au-delà l'ensemble des rapports de domination, d'exploitation et d'aliénation qui gouvernent le monde, les êtres humains et la nature depuis des millénaires.

Un nouveau mode de développement, c'est d'abord une action publique résolue en faveur d'une maîtrise citoyenne sociale et écologique de l'économie. La question d'une croissance saine en terme d'emploi, de formation, de protection sociale et de services publics est une des questions fortes en débat. Bâtir un autre mode de développement suppose d'agir pour des transformations profondes de la société et de déterminer quels secteurs de l'économie devront être prioritaires et sur lesquels les inves-

tissements devront s'accroître et quels secteurs sont jugés inutiles et néfastes et devront être abandonnés. Une transformation économique, financière et sociale suppose une maîtrise publique des marchés tout en garantissant la liberté de choix des individus au sein du marché de biens de consommation courante. Un dépassement du marché du travail par la sécurisation tout au long de la vie des parcours de travail, de formation ainsi que des revenus. Enfin, une maîtrise publique des marchés financiers par la création de pôles publics de la finance, afin d'en finir avec la spéculation par la maîtrise politique des orientations des banques centrales - de leurs finalités comme de leurs missions - et par l'instauration d'une autre politique du crédit orientée vers l'emploi, la formation, l'investissement sous critères sociaux et environnementaux. Les enjeux environnementaux sont étroitement liés aux enjeux sociaux et les familles modestes, les personnes et les salariés en situation précaire sont les plus exposés aux risques environnementaux. En 40 ans, malgré une croissance considérable de la richesse produite dans le monde, les inégalités n'ont cessé de s'accroître : l'écart entre les plus pauvres et les plus riches était de 1 à 30 en 1960, il est aujourd'hui de 1 à 80. Face au changement climatique nous devons penser l'après pétrole - énergie fossile en voie de disparition, et des plus contributives à l'effet de serre - et ouvrir en grand le débat sur la politique énergétique française et européenne : systématisation des plans climat, programme d'économie et d'efficacité énergétique [habitat aux normes écologiques, développement des transports en commun, ferroutage et fluvial...]. Dans tous les domaines, notre objectif est de viser la sobriété énergétique. Nous engagerons un soutien massif au développement des énergies renouvelables (solaire, géothermique, hydraulique, éolienne). Il est urgent d'accélérer les efforts de recherche en matière d'efficacité énergétique dans toutes les directions. Nous reconnaissons qu'un débat existe dans la société, dans le mouvement ouvrier sur la question du nucléaire. Ce débat existe également au sein du Front de Gauche entre la suppression progressive du nucléaire ou le maintien d'un nucléaire sécurisé et public. Un débat national sur la poli-

tique énergétique et le nucléaire devra être conduit, de l'information jusqu'à la décision à l'issue d'un référendum populaire. Un contrôle indépendant et citoyen doit permettre d'assurer la transparence du dossier.

Des services publics nationaux coopérant entre eux jusqu'au niveau mondial pourraient concerner les « ressources naturelles » (eau, énergie, agriculture...), mais aussi la connaissance de la production, des effets des technologies, voire le transfert des technologies. Développer les services publics et s'émanciper des marchés demande de tout autres financements : beaucoup plus massifs qu'actuellement, et qui ne soient pas financés par une nouvelle taxe marchande pour les usagers. Cela suppose d'être capables de poser la question de la propriété des entreprises qui couvrent des besoins essentiels. Nous voulons mettre en œuvre un processus d'appropriation sociale, par la collectivité, les salariés et les usagers

des secteurs de l'eau, de l'énergie, de l'alimentation... qui ne peuvent en aucun cas être soumis à la dictature des actionnaires. De nouveaux droits d'information, de regard et d'intervention doivent être institués afin de permettre aux salariés de réellement participer à la définition des stratégies d'entreprises et faire valoir de nouveaux critères de gestion.

METTRE EN PLACE UNE PLANIFICATION ÉCOLOGIQUE DÉMOCRATIQUE.

Le Plan écologique donnera la possibilité d'organiser la transition vers un autre mode de développement, en interrogeant nos besoins et en réorientant production, échange et consommation en vertu de leur utilité sociale et écologique. La dimension démocratique et citoyenne de la planification écologique est centrale. Cela suppose de multiples initiatives : débats citoyens, participation des associations, syndicats, chercheurs. Sous le contrôle du Parlement, les débats publics

doivent permettre de dépasser les contradictions actuelles entre les intérêts économiques, sociaux et environnementaux pour définir ce qui est l'intérêt général. Ce Plan écologique devra obliger tous ceux qui dépendent directement de l'État : services publics et entreprises nationales ; pour eux, les objectifs du Plan écologique revêtiront un caractère contraignant et leurs moyens budgétaires seront organisés en fonction de ses objectifs. Pour les autres acteurs économiques, et en premier lieu les collectivités territoriales et le secteur de l'économie sociale et solidaire, leur implication est essentielle, mais elle ne peut se faire que dans le respect de leur autonomie. ■

*Extraits du document préparatoire à l'élaboration du programme partagé du Front de gauche, proposé par **Hervé Bramy**, responsable PCF écologie et les partenaires du Parti de Gauche et la Gauche Unitaire (Forum de Bordeaux).

ECONOMIE ÉQUITABLE, ILLUSION OU RÉALITÉ ?

Il n'y aura pas de développement durable, humain et solidaire sans une économie équitable

PAR **SYLVIE MAYER***

Dans le numéro de mai 2010 de la Revue Ecologie et société, Pascal Lederer écrit : « La lutte pour la transformation sociale et pour le développement durable sont deux impératifs indissociables, qui impliquent des politiques contradictoires avec la domination du capital. Le dépassement du capitalisme et la résolution de la crise écologique sont des processus qui s'appuient sur le mouvement populaire pour faire mûrir la contradiction capital-travail et la contradiction nature-société jusqu'au changement qualitatif, par un processus qui ne peut être linéaire. »

Par quel processus accéder à une transformation sociale qui annihile l'exploitation capitaliste des humains et des ressources planétaires, qui relie égalité entre les hommes et les femmes, préservation des richesses naturelles, droits égaux à décider dans l'entreprise et la cité en se réappropriant le travail ?

Comment atteindre ce nouveau mode de développement défini lors de notre 34^{ème} congrès, « *tout à la fois durable, renouvelable sur le plan écologique, générateur de nouvelles conquêtes et solidarités sociales, d'épanouissement indivi-*

duel et d'émancipation humaine,... » ?

Quels sont les ingrédients économiques, sociaux et politiques à mettre en œuvre dans un tel processus de maturation vers une économie équitable ? Tout n'est pas à inventer. Il y a dans le monde, en Europe et en France des « expérimentations anticipatrices », comme aime à le dire Patrick Viveret, d'autres manières de produire, d'échanger, de consommer, de financer les activités humaines.

L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE (ESS)

Développée dans le monde entier, elle recouvre en France recouvre 10 à 12% du PIB pour 8 à 10% des emplois, nous propose des voies à explorer, redécouvrir et développer.

« De cette économie sociale », disent les Nations unies, plus particulièrement à propos des coopératives, « dépend la vie de plus de la moitié de la population de la planète. » Elle constitue une base sociale innovante dans une période où de plus en plus de citoyens et de gouvernements cherchent des solutions hors de l'étatisme et du libéralisme.

L'ESS, une autre forme d'appropriation des moyens de production et d'échanges. Ni tout État, ni tout marché, son système de propriété collective choisie, transmis-

sible d'une génération à l'autre, d'un groupe de personnes à l'autre, son ancrage territorial la préserve des OPA et des délocalisations. Un droit de préemption des salariés sur leur entreprise lors d'une cession (Les patrons de 700 000 entreprises partiront à la retraite dans les dix ans qui viennent, soit 3 millions de salariés concernés) permettrait d'étendre les SCOP, sociétés coopératives participatives.

L'économie sociale et solidaire sort la formation des prix de la loi de l'offre et de la demande et des opérations spéculatives à travers :

- Le commerce équitable Sud Nord (prix plancher assortis de primes de développement)

- Le développement actuel de circuits alimentaires directs entre paysans et consommateurs.

En matière de financement les banques de l'économie sociale, associées aux banques nationalisées dans le pôle de financement public et social que propose le Parti communiste, permettraient une autre orientation de l'utilisation de l'argent, vers la création d'emplois utiles et innovants, de logements sociaux, d'activités préservant l'environnement et les ressources naturelles, de développement territorial.

Le développement d'une production de biens et de services par les entreprises d'économie sociale ne s'oppose pas à la responsabilité publique. L'économie sociale n'a aucune vocation à faire ce que l'Etat voudrait abandonner, pas plus qu'à laisser tous les secteurs rentables aux sociétés de capitaux. Aujourd'hui, le statut d'entreprise d'ESS n'est pas automatiquement synonyme d'entreprise idéale. Le poids de la concurrence des entreprises de capitaux, la nécessité de dégager des excédents d'exploitation, d'avoir des fonds propres, dans un contexte général économique et idéologique ultra-libéral, impactent les entre-

prises de l'économie sociale, notamment les plus importantes d'entre elles, banques coopératives, assurances mutualistes. Dès que le respect des valeurs fondamentales de l'économie sociale est édulcoré, sous quelque prétexte que ce soit, les dérives apparaissent. Il y a nécessité d'un retour vers les valeurs et pratiques initiales de l'ESS

Là, comme dans tout processus de transformation sociale, rien n'est automatique, rien n'est d'avance acquis sans approfondissement démocratique, investissant totalement les sociétaires aux côtés des salariés dans la responsa-

bilité de la gestion de l'entreprise et des décisions stratégiques.

De grands services publics des biens communs (eau, énergie, santé, éducation...), une nationalisation ou renationalisation démocratique des secteurs clés de la production (grandes entreprises de l'agroalimentaire, de la pharmacie) associée à un développement des entreprises de l'économie sociale ouvrirait la voie à ce nouveau mode de développement vers une économie solidaire et de partage. ■

*Sylvie Mayer est responsable PCF, économie sociale et solidaire.

UN EXEMPLE DE SCOP (Société coopérative et participative)

On pourrait citer **Chèques déjeuner, Ceralep, ECF** (école de conduite française), de belles entreprises coopératives.

La SCOP ACOME, spécialisée dans les câbles et fils électriques pour les télécommunications, le bâtiment, l'automobile, etc., va investir 20 millions d'euros en trois ans, à Mortain dans l'Orne, pour renforcer son outil industriel et répondre ainsi aux besoins liés au développement du très haut débit.

Parmi les cinq plus grands fabricants européens de câbles pour les télécommunications et forte de 1 100 salariés à Mortain, mais aussi de 200 collaborateurs dans une filiale en Chine et de 50 autres au Brésil, la Scop, bientôt octogénaire, prévoit en 2010 un chiffre d'affaires de 350 millions d'euros.

Forte de son statut coopératif, ACOME, première SCOP de

France, a toujours beaucoup misé sur les valeurs humaines de son entreprise. Depuis sa création en 1932, l'engagement, l'excellence, la solidarité et le respect sont sources de cohésion interne contribuant à la pérennité.

La stratégie de management d'ACOME est basée sur les notions de confiance a priori, de responsabilité et d'esprit d'entrepreneuriat. En instaurant au cœur de ses usines, des îlots de production (1997) répartis par produit ou métier, ACOME a consolidé la dimension humaine et participative de l'entreprise.

En tant que société coopérative, la structure financière d'ACOME est conçue pour garantir sa pérennité. Les salariés-associés, détenteurs de l'entreprise ont l'assurance d'évoluer dans un groupe coopératif innovant, stable et dynamique lui offrant de nombreuses perspectives.

CHANGER LE MODÈLE AGRICOLE

L'agriculture est le fondement historique de la diversité des cultures humaines. A travers la diversité des produits et des savoir-faire, elle a assuré à l'humanité toute entière ses possibilités d'évolution et d'échange.

PAR **XAVIER COMPAIN***

L'AGRICULTURE EN CRISE

À l'échelon mondial comme au niveau national, l'agriculture est aujourd'hui en crise. En France et en Europe, le productivisme s'est accompagné d'un effondrement de l'emploi agricole, de la baisse des revenus des producteurs, et de graves préjudices environnementaux et sanitaires. Dans les pays en développement, un milliard de personnes souffrent de la faim, dont l'essentiel sont des petits paysans qui n'arrivent pas à vivre de leurs

revenus. Aujourd'hui, le maintien de paysans nombreux, la production d'une alimentation saine et diverse et la souveraineté alimentaire restent des défis à relever, au profit des populations, consommateurs comme agriculteurs. Les politiques libérales tentent d'imposer partout une concentration de l'agriculture sous le pouvoir de gros propriétaires et de multinationales de l'agro-industrie, employant des ouvriers déplacés et sous-payés, accaparant les terres et les ressources, et soumettant de plus en plus le paysan grâce au contrôle des processus de production (génie

génétique, pesticides, nanotechnologies...).

Dans les pays du Sud, l'agro-industrie s'accompagne de l'expropriation violente des paysans, la destruction de l'environnement et la déstructuration des systèmes alimentaires.

En Europe, pour « rester compétitif », réforme après réforme la PAC a favorisé l'élimination des exploitations familiales, tout en favorisant la concentration des outils de production au service d'une alimentation industrielle et de la malbouffe. Quant aux exploitations qui subsistent, c'est trop souvent au détriment de la qualité de travail et de vie des familles...

En France, les crises à répétition éliminent sans cesse les plus fragiles, les revenus agricoles se sont effondrés, des filières entières sont menacées, le renouvellement des générations est compromis, et des écosystèmes sont parfois endommagés à jamais.

POUR UNE AGRICULTURE PAYSANNE

Il est clair pour le PCF que la diversité et la qualité des produits, les savoir-faire agricoles, tout autant que la préservation des ressources et de l'environnement, ne peuvent être garantis que par des paysans nombreux et rémunérés sur tous les territoires. C'est pourquoi nous défendons une agriculture paysanne en France, en Europe et dans le monde, et le droit à la souveraineté alimentaire pour tous.

Avec la nouvelle Politique agricole commune (PAC) 2014-2020 en cours de définition, nous sommes à un tournant de l'Histoire. Soit l'Europe abandonne notre alimentation à l'agro-industrie destructrice de l'emploi et de la santé publique, soit elle comprend l'enjeu d'une politique volontaire d'appui à un maillage dense d'exploitations familiales sur tous les territoires, en favorisant la qualité et la diversité des produits, la relocalisation des productions, la régulation des marchés et la maîtrise du foncier...

Notre agriculture n'a pas à se soumettre à la concurrence internationale vis à vis d'une agriculture coloniale destructrice de la santé publique, de l'environnement, des équilibres sociaux et politiques. L'agriculture doit être exclue du carcan des règles de l'Organisation mondiale du commerce, protégée des marchés spéculatifs et de l'orientation libérale de l'Union Européenne. Le PCF s'engage à se battre pour que l'Union européenne recouvre sa souveraineté alimentaire, c'est-à-dire son droit à soutenir et protéger son agriculture, pour le bénéfice de tous.

POUR UNE POLITIQUE AGRICOLE RÉPONDANT AUX BESOINS HUMAINS

Assurer la sécurité alimentaire : afin de répondre au défi alimentaire, la production agricole doit être soutenue et l'indépendance alimentaire garantie pour ne pas dépendre des marchés mondiaux. Si les prix à la consommation doivent être abordables pour tous, il faut tourner le dos au productivisme à outrance pour reconquérir la qualité nutritive et gustative des aliments : une alimentation de qualité pour tous !

Réguler les marchés pour conforter les revenus : il est nécessaire que les producteurs soient justement rémunérés de leur travail, condition indispensable pour favoriser l'installation des jeunes et maintenir des paysans nombreux. Cela doit passer par des prix minimums garantis, la maîtrise de la production, le

DE LA TERRE MÈRE À LA « TERRE COMMUNE »

“Il appartient donc aujourd'hui à tous ceux qui font le constat des conséquences de la logique capitaliste, de démolir le mur de l'argent qui condamne l'humanité et la biosphère. La reprise en main par les peuples de leur devenir écologique est plus que jamais une nécessité. La voie n'est pas bouchée, illusoire ou « utopique », comme certains feignent de le proclamer par facilité intellectuelle ou pour mieux prôner un réformisme d'accompagnement. Je le dis et le redis en leitmotiv de mon engagement politique : les peuples doivent prendre enfin leur vie en main... et donc se réapproprier « leur commun ». Ils doivent pour cela mobiliser tous les outils, toutes les ressources intellectuelles, scientifiques à leur disposition pour paver un autre chemin. L'exemple de l'initiative au Sommet de Cochabamba en Bolivie, en avril 2010, a fait date. Conjurant le syndrome du fantôme de Copenhague, ce sommet a fait appel à l'intelligence collective, au croisement des connaissances, des expériences, des analyses, qui permettent d'éviter les textes de « 3 pages » vides de sens du type de celui de Copenhague. Les participants ont élaborés une résolution globale faisant part de l'accord des peuples représentés à s'engager sur des objectifs précis pour lutter contre le changement climatique, soumise à la communauté internationale et aux institutions spécialisées des Nations Unies. N'est-ce pas aussi ce genre de concrétisation que les forces associatives, syndicales et politiques progressistes, traversées par leurs propres analyses et contradictions, attendent depuis longtemps ?

Ce texte reprend comme concept phare de la pensée écologique anticapitaliste, l'idée de la « Terre Mère », Pachamama, si chère à la culture amérindienne. J'ai dit combien cette approche a été déterminante à ma prise de conscience, d'autant plus qu'elle marque bien le rejet de l'appropriation privée de la Terre et des ressources. Mais elle peut prendre, à mon sens, un caractère trop restrictif en considérant que l'humanité n'est unie que par un lien maternel, une simple filiation entre la Terre nourricière et les hommes. Certes, la parabole de la maternité comme socle de l'humanité marque un symbole d'attachement commun fort, mais je substituerai volontiers au lien de filiation le concept de « Terre commune », qui affirme une société de mise en commun sur la base d'un héritage partagé et d'une appétence à transmettre cet héritage aux générations futures.

Le terme de « Terre commune » permet d'insister sur le caractère collectif du bien « Terre ». Avec ce concept, nous pouvons déconstruire plus facilement son pendant capitaliste, celui d'une terre privatisée et échangeable. C'est aussi un moyen efficace de souligner les menaces qu'engendrent le système capitaliste qui exclut en permanence de son raisonnement l'idée que les hommes puissent mutualiser ce bien commun sous tous ses aspects, s'organiser et coopérer pour conduire l'exploitation équilibrée des ressources indispensables à la satisfaction de leurs besoins de la reproduction des grands cycles naturels. Déterminer de façon collective l'avenir de la Terre, n'est-ce pas là l'objet essentiel de la conscience d'une Terre commune ?”

Extrait du livre d'**André Chassaigne** *Pour une terre commune*, les éditions Arcane 17, 2010, pp. 202-203

soutien aux exploitations et aux filières les plus fragiles. Il est également nécessaire de redistribuer la valeur ajoutée au profit des producteurs.

Assurer et promouvoir des services environnementaux : les paysans font bien plus que produire de la nourriture ! Aménageurs du territoire, de nos campagnes, ils sont parfois les seuls acteurs économiques en milieu rural.

Ces pratiques doivent être reconnues, et soutenues de manière à garantir des bonnes pratiques environnementales et le respect des systèmes écologiques.

Telle est la contribution que nous avons portée à l'élaboration du Programme Populaire Partagé du Front de gauche. ■

***Xavier Compain** est Membre du Conseil National, chargé de l'Agriculture, Pêche, Forêt.

POUR UNE RECHERCHE EN ÉCOLOGIE SOCIALE

Ne pas partir de l'économique pour aller vers l'environnemental et le social, ne pas partir de l'environnemental pour découvrir le social mais partir du social et produire les connaissances inédites de la « relation » des individus et des sociétés localisées à leurs lieux et milieux de vie.

PAR NICOLE MATHIEU*

Bien que le terme « écologie sociale » n'existe pas (encore ?) dans les dénominations des disciplines - comme par exemple celui de « géographie sociale » - et bien qu'il me soit moins familier que celui d'écologie humaine pour désigner un courant hybride entre science et militantisme, le terme d'« écologie sociale », quand il m'a été proposé, m'est apparu un tremplin tout à fait stimulant pour réfléchir au rôle d'un chercheur quand il se veut engagé et pour « relever le défi écologique » (Obadia, *Revue du Projet* février 2011, p.9), et pour entendre « les exigences populaires » (idem, p.8) aux côtés du mouvement social, des luttes pour plus de justice et de dignité.

Car c'est bien la difficulté principale qui a hanté ma carrière de chercheur : comprendre la (et ma) relation entre le social et l'écologique, entre le besoin d'analyser - sur la base du concept sociologique de travail - l'évolution de l'emploi rural et l'émergence de nouvelles formes de pauvreté d'une part, et, d'autre part, celui d'approfondir le passage *Du rural à l'environnement [et] la question de la nature aujourd'hui* (Mathieu, Jollivet, 1989). C'est aussi le désir de faire le lien entre les paradigmes, fondés tous deux sur le concept de relation, et pourtant distingués voire opposés : la relation ville/campagne et la relation sociétés/natures.

Historienne de formation, le choix de la géographie comme discipline identitaire au CNRS s'explique a posteriori par une aspiration à trouver dans cette discipline les clés théoriques et méthodologiques de l'articulation entre le physique et l'humain, une façon « naturelle » de pratiquer l'interdisciplinarité entre *Sciences de la nature [et] sciences de la société* (Jollivet, 1993).

IRRUPTION DU TERME « DÉVELOPPEMENT DURABLE »

Il me faut reconnaître aujourd'hui le rôle éminent qu'a joué dans ma quête d'une

posture théorique dialectique ou dialogique l'irruption dans la scène politique et scientifique du terme de « développement durable ». Ce « mot moment » du « langage de l'air du temps » (Gaucher, 2010), ce concept action qui, à l'instar de celui de « mondialisation » introduit une rupture idéale interfère incontestablement avec nos outils de recherche, les concepts de « travail », « société », « société locale » « communauté » et bien sûr « ville » et « campagne » etc., qui sont des mots du temps long, du langage populaire et savant, toujours réinterrogés dans le temps et l'espace.

Prendre au sérieux le développement durable c'est oser penser le caractère contradictoire de cette utopie politique et de ce concept action qui vise le long terme et une conciliation de dimensions en crise du social, de l'environnemental et de l'économique. Les acteurs de la sphère politique évitent de l'affronter en s'attachant à une seule dimension d'ailleurs le plus souvent environnementale au point que peu à peu on voit se substituer la problématique du changement climatique à celle du développement durable. Avec pour hypothèse que les intérêts de l'environnement s'articulent plus aisément avec ceux économiques, ils considèrent que les politiques sociales forment un domaine à part, les préoccupations de sociétés passant alors à l'arrière plan dans le développement durable. La prise en compte de la dimension sociale du développement durable est paradoxalement parfois plus présente dans la sphère des entreprises comme le suggère le réseau de RSE (Responsabilité sociale de l'entreprise).

Quant à la sphère de la recherche elle est encore dans les balbutiements pour instruire le concept de développement durable, soit parce qu'elle peine à sortir des voies tracées dans les problématiques disciplinaires, soit parce que les chercheurs ne cherchent pas à s'écarter, à prendre une distance critique radicale par rapport à la sphère du politique et à sa nouvelle idéologie.

BESOIN D'INTERDISCIPLINARITÉ

Pourtant la mise en vis-à-vis du développement durable et des Sociétés, si on la prend au sérieux, est un puissant moteur heuristique pour la recherche. C'est d'abord parce que le développement durable bouleverse les représentations sociales collectives et en particulier celle du rural, de l'urbain et de la relation villes/campagnes : la réintroduction de l'idée de « natures », une approche plus sociale de la morphologie, une prise en compte plus matérialiste des rapports aux lieux et milieux, une attention à l'immatériel dans la relation...

C'est aussi parce que le développement durable et son utopie de conciliation de faits distincts par nature et temporalité oblige à se poser la question du comment conceptualiser un ensemble de relations non seulement complexes mais contradictoires. Ce qui implique une révision des concepts utilisés pour aller vers plus d'hybridité (de l'espace au milieu, du mode d'habiter entre genre de vie et mode de vie...) ainsi qu'un déplacement méthodologique vers l'interdisciplinarité pour construire une approche scientifique de la « relation » entre les processus et les phénomènes, approfondissant l'approche systémique par l'identification de ce qui fait interaction ou relation.

RECHERCHE ET PROJET POLITIQUE

La recherche retrouve alors sa place dans le projet politique non seulement parce que la science ses acquis, ses orientations, les moyens qu'elle exige font partie de la politique (Kahane, *Revue du Projet*, 20011, p.17) mais parce qu'un renversement de la pensée de l'ordre des choses est indispensable : ne pas partir de l'économique pour aller vers l'environnemental et le social, ne pas partir de l'environnemental pour découvrir le social, les « inégalités écologiques » mais partir du social et produire les connaissances inédites de la « relation » des individus et des sociétés localisées à leurs lieux et milieux de vie. Le travail du chercheur en sciences sociales se redéfinit alors dans toutes ses dimensions : Être à l'écoute des gens qui n'ont pas la parole, enregistrer et interpréter ; Révéler l'inconnu, le surprenant, l'inattendu ; Anticiper en repérant les signaux faibles, les divergences qui préfigurent l'avènement de ce qu'on appellerait l'écologie sociale. ■

*Nicole Mathieu est directeur de recherche émérite au CNRS.

LA VILLE ET LA MUTATION ÉCOLOGIQUE, DES QUESTIONS INÉDITES

Si chaque grande mutation historique se cristallise dans la transformation des villes, nous sommes probablement entrés dans une phase inédite, celle de la mutation écologique.

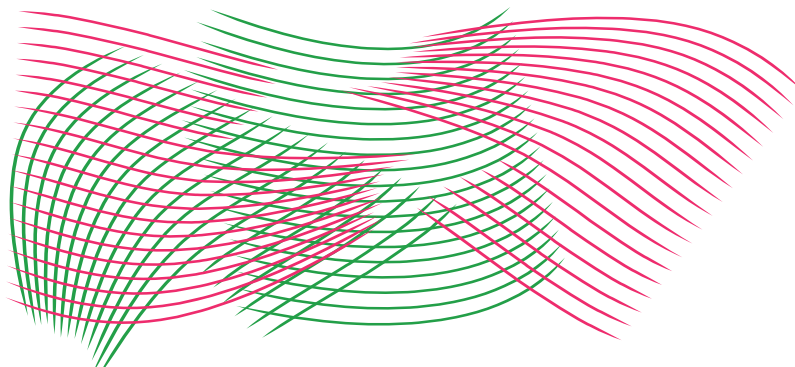
PAR FRANÇOIS LABROILLE*

La conjonction des crises sociales, économiques, écologiques... tout annonce des métamorphoses urbaines d'aussi grande ampleur que celles qui ont accompagné les révolutions industrielles. L'examen des évolutions récentes en région Ile de France est une illustration de quelques unes des questions qui en résultent.

LA MONTÉE EN PUISSANCE DES PRÉOCCUPATIONS ÉCOLOGIQUES

En matière d'urbanisme en Ile de France, la montée en puissance des préoccupations écologiques ces dernières années est spectaculaire. Il suffit pour s'en convaincre de comparer le schéma directeur de 1994 dont elles sont quasiment absentes et celui que la Région a adopté en septembre 2008. Entre temps, la prise de conscience de la fin de l'énergie à bon marché et des effets dévastateurs de l'utilisation des énergies fossiles est passée par là⁽¹⁾. Parmi les trois défis identifiés par le SDRIF, à côté de l'égalité sociale et territoriale et de l'attractivité économique, sera ainsi retenue la nécessité d'anticiper les mutations climatiques et énergétiques avec l'objectif d'une « ville robuste, compacte et économe en ressources »⁽²⁾.

En 2008-2009, la consultation internationale de 10 équipes d'architectes urbanistes sous l'égide du ministère de la Culture va dans le même sens⁽³⁾. Elle portait sur la métropole de l'après-Kyoto et l'agglomération parisienne. Elle a largement dépassé l'opération de faire-valoir qu'avait sans doute imaginé Nicolas Sarkozy et a été saluée pour le fourmillement d'idées auquel elle a donné lieu. Elle a souligné l'importance du lien urbanisme/transport et pris « la mesure de la mutation écologique »⁽⁴⁾. Comme avec le SDRIF, on y retrouve les principes de la ville durable et de plus faible empreinte écologique avec la densification des lieux les mieux desservis par les transports en commun. Beaucoup plus régressive est l'approche qui a présidé à l'instauration de la société du Grand Paris engagée depuis l'été 2009. Elle a été consacrée par la loi du 3 juin 2010 avec pour fonction la construction



du « réseau de transports d'intérêt national du Grand Paris ». Il s'agissait alors de mettre en relation une dizaine de « pôles économiques, moteurs de croissance » en s'inscrivant dans la mondialisation libérale. Certes les références aux enjeux sociaux ou environnementaux n'en sont pas absentes mais ces dimensions ne sont pensées que comme des résultantes d'un type de développement économique jamais interrogé.

En revanche bien des projets qui ont émergé des collectivités territoriales depuis quelques années indiquent d'autres ambitions et une réelle inventivité. Le dispositif des « nouveaux quartiers urbains » créé par la Région en 2008 a déjà eu une vingtaine de lauréats prometteurs et l'appel à initiatives de Paris Métropole en 2010 a suscité 74 projets d'une grande diversité. Une bonne dizaine s'inscrivent d'ailleurs dans le partage des pratiques d'écologie urbaine⁽⁵⁾.

POUR UN NOUVEL URBANISME

Ce bref survol ne signifie pas une conversion écologique généralisée et consensuelle. Il indique certes la place prise par les enjeux écologiques dans les débats concernant l'urbanisme mais aussi l'existence d'approches théoriques et politiques très conflictuelles pour les penser. A cet égard, même s'il a déjà été en partie déstabilisé par les débats publics, le projet sous-jacent à la démarche du Grand Paris de Nicolas Sarkozy subordonne toute la conception de l'aménagement urbain à une certaine vision de la compétition mondiale pour les groupes les plus puissants à partir de quelques pôles supposés d'excellence. Or l'enjeu est bien celui de réorienter le mode de développement économique, dans ses finalités et dans ses modalités et donc de croiser en permanence exigence écologique et

exigence sociale. Sinon, pour faire image, la mutation écologique se ramènera à quelques écoquartiers et à des toits végétalisés tout en s'accommendant et même en renforçant la ségrégation territoriale et sociale.

Ce survol indique aussi l'importance de la question démocratique, si difficile soit-elle à résoudre, pour maîtriser les mutations en cours, intervenir dans les choix et peser sur des transformations qui sont de longue haleine. Certes l'appétence pour les préoccupations urbaines est perceptible quand on voit ce qu'a pu être le succès de l'exposition des 10 équipes d'architectes au printemps 2009 ou l'implication de 20 000 participants aux débats publics sur les transports d'octobre 2010 à janvier 2011. Mais il faudra beaucoup plus pour aller vers un véritable urbanisme participatif et populaire. Les composantes du mouvement social les plus rompues aux mobilisations sur les questions des droits des salariés ou sur des enjeux locaux sont encore trop souvent prises au dépourvu sur de tels enjeux larges, qui se nouent à l'échelle métropolitaine. Pourtant, pour une large partie, se joue sur cette capacité d'intervention la mutation écologique de la ville réellement transformatrice. ■

*François Labroille est conseiller régional Alternative Citoyenne – président de la commission aménagement du territoire.

(1) Schéma directeur de la région Île de France (SDRIF). Projet adopté par délibération du conseil régional le 25 septembre 2008.

(2) IAU. Contraintes énergétiques et mutations urbaines. *Cahiers* n° 147. Février 2008

(3) *Le Moniteur*. Le grand Paris(s). Consultation internationale sur l'avenir de la métropole parisienne.

(4) IAU. Stratégies métropolitaines. *Cahiers* n° 151. Juin 2009

(5) Paris Métropole. *Journal des initiatives*. 10 décembre 2010.

ÉCONOMISER L'ÉNERGIE DANS LE BÂTIMENT : ENJEU DU SIÈCLE

Investir dans les économies d'énergie n'est pas une charge pour la collectivité, mais un investissement social, un projet industriel et une occasion de faire réaliser des économies à la France

PAR AMAR BELLAL*

Six cent milliards d'euros c'est le coût du chantier de rénovation thermique des logements existants en France, afin de diviser par 4 d'ici à 2050 la consommation d'énergie dans le bâtiment (43% de la dépense énergétique actuelle en France). Cela concerne près de 24 millions de logements et, vu la somme, se pose bien sûr la question du financement. Pour la droite au pouvoir, logique de classe oblige, c'est clair, ce sont les ménages qui devront payer ! Et les décrets vont dans ce sens, par exemple, celui qui permet de faire supporter la moitié du coût des travaux de rénovation aux locataires, les propriétaires payant le reste. Le problème c'est que malgré toutes les mesures socialement injustes mises en place (crédit d'impôt, éco prêt à taux zéro, subventions), c'est inefficace : là où il faudrait près de 500 000 chantiers de rénovation, le gouvernement en annonce triomphalement quelques dizaines de milliers seulement par an. A ce rythme, les objectifs affichés du plan bâtiment du Grenelle de l'environnement seront remplis non pas en 2050 mais dans 4 siècles...

Pour un plan ambitieux il faudrait 15 milliards d'euros par an à l'échelle de la France. 15 milliards d'euros par an, distribués sous forme de crédits ou aides directes

aux foyers, ce n'est pas une charge pour la collectivité, mais un investissement social, un projet industriel et une occasion de faire réaliser des économies à la France.

Investissement social, car à l'heure où 3 millions de personnes sont dans une « précarité énergétique » il devient urgent de baisser les factures de chauffage.

Projet industriel, car c'est 150 000 emplois pérennes pendant 40 ans qui sont en jeu, avec bien sûr la nécessité d'engager, sans attendre, un plan de formation pour, d'ici quelques années, disposer suffisamment de professionnels de la rénovation thermique. C'est aussi des investissements dans l'industrie des systèmes de chauffage et matériaux isolants performants, tout en continuant les efforts de recherche dans ces domaines. Une vraie politique énergétique écologique c'est investir dans des énergies propres et décarbonnées (comme le nucléaire mais aussi les énergies renouvelables) mais c'est aussi faire des économies quand cela est possible : **pour 1 euro investi dans l'isolation, c'est au moins 2 euros, dans l'hypothèse la plus défavorable, qui sont évités en investissement dans la production d'énergie !** Face à la flambée du pétrole, à partir de 2030, la baisse de la facture des importations d'hydrocarbures, suite aux travaux d'isolation, sera telle qu'elle autofinancera le plan.

Parlons aussi de l'« énergie grise », celle qui est nécessaire à la construction des

bâtiments, qui peut représenter jusqu'à 20 % de la consommation sur toute la durée de vie de l'ouvrage : l'impact de l'industrie du ciment très énergivore et polluante, pourrait être diminué considérablement si la filière bois et la construction en terre étaient revalorisées, ce qui appelle un changement culturel vis-à-vis de ces " archéo matériaux " injustement dévalorisés. Reste à intégrer ces propositions à une politique de l'urbanisme qui limite les déplacements polluants : en effet, il ne servira à rien de construire des maisons économes si, du fait de l'étalement urbain et du défaut de moyens de transport en commun, le déplacement en voiture domine.

On le voit le défi de l'habitat écologique peut être une occasion de propositions fortes et novatrices du parti communiste : par exemple, un service public de l'habitat durable, intégré dans un ministère du logement s'impose face à l'ampleur de la tâche. Des embryons existent déjà : les « espaces info énergie » et des associations comme les « pact-arim », présents sur tout le territoire français. Concernant le financement, nous sommes armés avec nos propositions sur la réorientation du crédit et la création d'un pôle public financier. ■

*Amar Bellal est professeur agrégé de génie civil.

Pour une contribution plus détaillée, voir lettre n°12 de « communisme et écologie », février 2010.

CAPITALISME VERT : ILLUSIONS ET APORIES

ENTRETIEN AVEC

CORINNE LUXEMBOURG* RÉALISÉ

PAR GUILLAUME QUASHIE-VAUCLIN*

● La thématique du « capitalisme vert » tend à prendre une place croissante dans le discours politique, managérial et publicitaire. Qu'en pensez-vous ?

Corinne Luxembourg. Le capitalisme vert est présenté comme un modèle de transition du capitalisme qui réussirait à prendre en charge les problèmes environnementaux en même temps que s'ouvriraient de nouveaux marchés et donc de nouvelles possibilités d'accumulation. On n'a d'ailleurs, depuis quelques temps, jamais autant entendu parler de « production verte », dût-elle être délocalisée, de

« croissance propre », peu importe qu'elle induise comme la « croissance sale » des restructurations salariales.

En affichant les résolutions du protocole de Kyoto visant à réduire les gaz à effet de serre et les rejets de carbone en particulier, tout se passe comme si les risques industriels n'existaient plus : exit les victimes de Bhopal comme celles de l'amiante. Parier sur le capitalisme vert comme une nouvelle croissance, un nouveau stade d'un capitalisme propre, c'est confier à la seule capacité d'innovation technologique à la fois la résolution des enjeux climatiques et la définition de ce nouveau régime d'accumulation capitaliste. Mais cette fusion de l'écologie et de l'économie capitaliste n'est ni crédible, ni réaliste.

● Le capitalisme vert ne serait donc pas l'issue crédible à la crise environnementale qu'on nous présente ?

C.L. : Ce capitalisme vert n'est une solution à rien, sinon au besoin d'ouverture de nouveaux marchés et au développement du marketing. En réalité le capitalisme vert est une publicité mensongère. Si l'on décide de prendre le développement durable, tel qu'il a été développé à l'origine dans le rapport Brundtland en 1987 puis lors de la conférence de Rio en 1992, comme objectif pour la société de demain, alors il est nécessaire de remettre en cause la totalité de l'économie actuelle et son fonctionnement. Pour rejoindre Hervé Kempf : « Pour sauver la planète, sortez du capitalisme ». On ne peut raisonnablement pas construire des usines aux normes environnementales particulièrement strictes si dans le même

temps les transports, la consommation globale d'énergie continuent d'augmenter. De la même façon, parler d'exigence de durabilité est absolument incompatible avec les délocalisations industrielles ou le productivisme agricole qui n'obéissent qu'aux exigences de rentabilité financière.

● **Concrètement ?**

C. L. : Prenons quelques exemples. Depuis une vingtaine d'années, la survie de l'espèce humaine redevient un paramètre économique essentiel. Nourrir les hommes pose fondamentalement le choix d'un projet de société : ou bien le

productivisme à l'œuvre qui, en caricaturant à peine, fait que manger devient dangereux et pour soi et pour la planète ; ou bien le respect des hommes, des climats et des sols. C'est la même alternative pour la production des biens de consommation : ou bien l'économie mondialisée qui fait délocaliser des usines des anciens Bébés Tigres vers des régions encore moins soumises à des législations sociales et environnementales pour baisser les coûts ; ou bien une mondialisation d'innovation sociale et citoyenne préférant la proximité des marchés.

Autre exemple à une échelle plus grande : la ville. L'heure est aux écoquartiers,

slogan, marketing ou réelle inquiétude de développement durable ? Selon les choix qui seront faits l'écoquartier confortera une ville privatisée ou une ville ouverte. Le risque est grand aujourd'hui que ces quartiers en portant les meilleures innovations technologiques en termes d'isolation, de faible consommation d'énergie, ne soient réservés qu'à une élite urbaine, en renforçant mécaniquement la spéculation foncière déjà violente dans les grandes agglomérations et, de fait, l'injustice spatiale. ■

*Corinne Luxembourg est maître de conférence à l'université d'Artois

D'AUTRES PROPOSITIONS DU PCF À METTRE EN DÉBAT :

● **Transport et fret :** passer du tout routier au rail et au fluvial, développer les transports collectifs, garantir un financement renforcé des transports en commun (réouverture de lignes SNCF, en particulier des transversales, financement de matériel TER), développer la filière industrielle des véhicules électriques.

● **Lutte contre le consumérisme,** contre l'invasion de la publicité et le système dominant des médias, mise en place du revenu maximum autorisé (à vingt fois le revenu médian). Passer de l'économie du remplacement à celle de la réparation, lutte contre l'obsolescence programmée (multiplication des temps de garanties sur tout le produit pour obliger les entreprises à la réparation). Lutte contre les modes, le surendettement et la création de besoins artificiels.

● **Science et citoyenneté :** Garantir l'indépendance des chercheurs et développer la recherche fondamentale. Mise en place de débats citoyens et d'instances de contrôle et de décisions sur les applications scientifiques par l'industrie. Création d'un statut de protection des lanceurs d'alerte.

● **Agriculture :** prise en compte des enjeux à la fois sociaux, d'emploi, de souveraineté alimentaire, d'environnement et de santé de l'alimentation. Garantir la souveraineté alimentaire - incluant le développement de l'agriculture paysanne et vivrière, et la protection du foncier agricole en zone urbaine et péri urbaine. Pour un nouvel ordre alimentaire mondial : Instauration d'une clause de sauvegarde internationale lorsque les terres d'un pays sont menacées de spéculation et de détournement de la production. Prolonger le moratoire sur l'utilisation des OGM agro-

alimentaire ou PGM plein champ. Interdiction de la spéculation sur les matières premières agricoles et alimentaires. Taxation des importations abusives pillant les agricultures locales, en particulier dans les pays du Sud, afin de financer la relocalisation des productions (Voir à ce sujet les développements présentés dans le document produit à l'occasion du forum Front de Gauche de Bagnolet).

● **Santé et environnement :** lutte contre les produits chimiques néfastes, les pesticides consommés et l'exposition des agriculteurs, les problèmes des nanomatériaux pour la population autant que pour les travailleurs.

● **Favoriser la relocalisation des productions,** en particulier agricoles, pour développer les circuits courts et rapprocher les producteurs des consommateurs.

● **Impulser un processus de coopération internationale** pour favoriser et soutenir toutes les expériences d'écologie anticapitaliste.

● **Création d'un service public national de l'Eau, un service public de l'Energie** avec la réappropriation publique du secteur de l'énergie (EDF-GDF et Total) que le marché pousse dans les bras du privé en le détournant de sa mission de service public, mise en cause de l'ouverture à la concurrence dans les transports et l'énergie qui conduit à une véritable gabegie marchande au détriment de toute vision de long terme, soutien aux collectivités dans la mise en place de Plans climat, Agenda 21, Plans bruit etc ... Création d'un *service public du logement* et d'un *service public national de l'ingénierie durable* au service des collectivités.

● **Développer une grande politique d'enseignement et de recherche en**

écologie : Revisiter les programmes d'enseignement à tous les échelons, mettre à plat les enjeux de la recherche publique et privée, définir un nouveau rôle au CNRS, INRA, CEA... Garantir le statut indépendant des chercheurs pour qu'en lien avec la société ils définissent en dehors des pressions des monopoles, leurs programmes. Suppression de la loi LRU. Développement de la recherche dans tous les domaines énergétiques en encourageant la sobriété à tous les niveaux.

● **Sur l'impact des installations industrielles et agricoles :** il faut développer l'INRA, l'INERIS (risques industriels), l'IRSN (risques nucléaires) et les mettre en coopération de travail. La France, l'Europe, les pays riches industrialisés doivent payer leur dette écologique à l'égard des pays du sud spoliés de leurs ressources naturelles, les accompagner dans la maîtrise de leur développement en leur transférant brevets et technologies utiles à la lutte contre le réchauffement climatique.

● **Réduction des déchets à la source :** Dès la conception des biens de consommation l'avenir des déchets doit être envisagé. Il faut poursuivre la politique de collecte et de tri sélectif avec valorisation des déchets. Les technologies propres, comme la méthanisation (gestion des déchets verts), doivent être amplifiées et accompagnées d'un plan de valorisation du méthane produit dans les réseaux urbains par exemple. Le recours à la valorisation énergétique des grandes masses de déchets par incinération doit être utilisé en dernier recours. Développer l'éco-production territorialisée afin d'utiliser des déchets d'un type de production comme matière première d'une autre.

Par **GÉRARD STREIFF**

Ni droite, ni gauche : le premier parti de France

Le premier parti de France est celui des adeptes du « ni à droite, ni à gauche ». Un bon tiers de l'opinion partage depuis plus d'une dizaine d'années cette idée. C'est tout à la fois un signe de déclin du politique et de fragilisation du débat public ; un symptôme de malaise démocratique ; et aussi un piège car l'extrême droite est en embuscade, faisant de ce thème son fond de commerce.

20

Depuis le milieu des années quatre-vingt dix, une forte proportion de Français ne se situent plus ni à droite ni à gauche. Cette opinion a progressé à mesure que reculait une forme d'affiliation politique.

On remarquera au passage un paradoxe : c'est à partir du milieu de la décennie 90 en effet, qu'on assiste au retour des mouvements sociaux (1995), à une nouvelle combativité populaire et à un recul régulier de l'idée libérale. Dans le même temps, cette évolution ne se traduit pas vraiment par une réelle repolitisation. Au contraire. Tout se passe comme si les citoyens étaient plus exigeants, comme l'attestent leurs revendications sociales notamment, et plus frustrés de réponses politiques.

Une des questions classiques de la sociologie électorale est celle de « l'auto-positionnement des Français sur l'axe gauche-droite ». On demande aux sondés : « Vous mêmes, diriez-vous que vous vous situez à gauche ? À droite ? Ni à gauche ni à droite ? » On dispose de suffisamment d'études, notamment la remarquable série d'enquêtes des sociologues Guy Michelat et Michel Simon, avec la Sofres (voir encadré) pour pointer avec

précision cette installation du « ni droite, ni gauche » dans les têtes.

UNE OPINION QUI PERDURE

L'idée (ni-ni) est partagée par 19 % des sondés en 1995, par 24 % en 1997. Elle culmine vers 2000 : en novembre 2001 (Sofres), alors que la gauche est au gouvernement depuis plusieurs années, 45% des sondés disent partager cette appréciation. Chiffre énorme. Qui va s'exprimer en partie dans les résultats calamiteux de la présidentielle de 2002. L'idée du « ni-ni », depuis, se maintient à un haut niveau, avec de petits reculs (Sofres) ou des petites progressions (Ifop) : 37 % des sondés continuent de se situer « ni à droite ni à gauche » en 2006 (Ifop/Cevipof); 29 % en 2007 (Ifop/Cevipof) ; 31% en juin 2010 (Sofres/Gabriel Péri) ; 33% en septembre 2010 (Ifop/France Soir). Ainsi dans ces deux dernières enquêtes, le bloc des partisans du « ni-ni » est le premier parti de France, devant la gauche (entre 25 et 28%), la droite (entre 19 et 25%), le centre (14 ou 15%), l'extrême droite et l'extrême gauche (autour de 3% chacun).

Les chiffres sont encore plus impressionnants, dans l'enquête Gabriel Péri/Sofres, lorsqu'on demande aux sondés s'ils font confiance à la gauche ou à la droite ou à personne « pour gouverner le pays » : 16% accordent leur confiance à la gauche, 13% à la droite et 69 % (!) « ni à la gauche ni à la droite ».

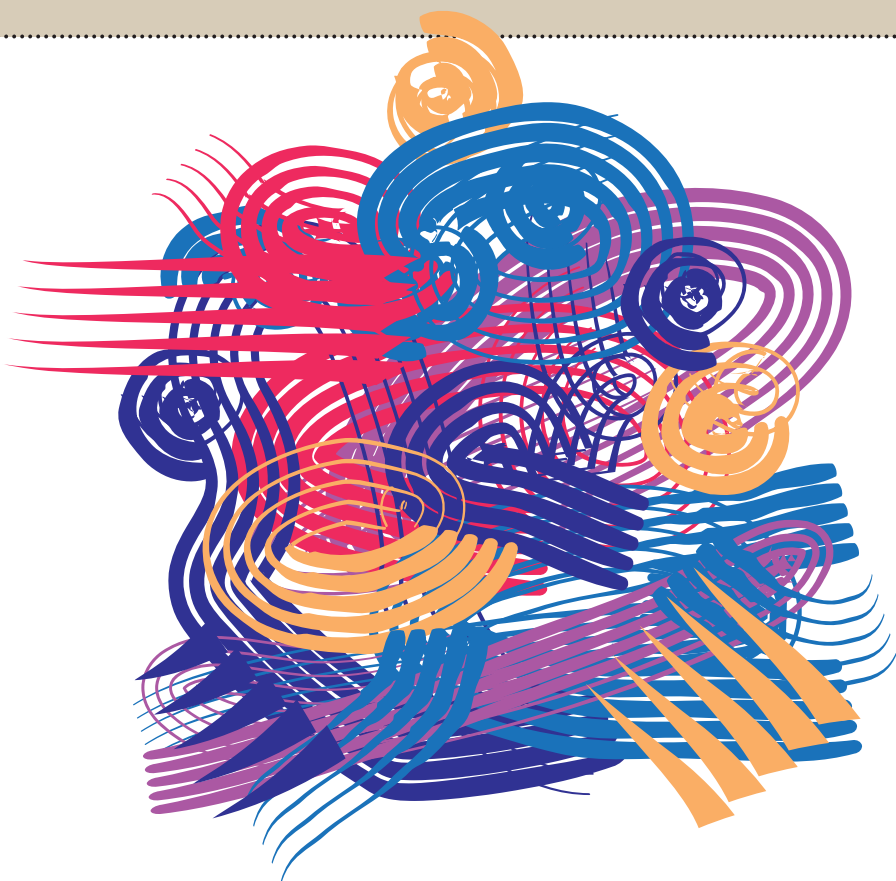
Autre chiffre redoutable, et convergeant :

les Français ont le sentiment de ne pas compter pour les politiques ; 83 % estiment que « les responsables politiques ne se préoccupent pas de ce que pensent des gens comme eux ». 83 % : ce chiffre est à peu près inchangé depuis quinze ans. D'après l'enquête Ifop/France Soir (septembre 2010), les catégories sociales qui endossent le plus volontiers le « ni-ni » sont les plus jeunes (52% des 18 à 24 ans), les inactifs (55%) ou les employés (41%), très exactement les catégories qui ont été les plus abstentionnistes lors des derniers scrutins.

Si on regarde la proximité politique des partisans du « ni-ni », car on peut se sentir proche de telle ou telle formation et être aussi tenté par le « ni-ni », on note que cette idée tarade 20% du PS ou 22% de l'UMP. A gauche, ce sont les électeurs du Front de gauche qui sont les moins tentés par le « ni-ni » et donc de fait les plus sensibles au clivage gauche / droite ; seuls 15% des sympathisants Front de gauche se disent « ni-ni ». Par contre l'idée du « ni-ni » fait un malheur à l'extrême-gauche (NPA-LO) avec 44% et surtout chez les Verts : 51%.

UNE LONGUE HISTOIRE AU FN

Le « ni-ni » est assez fort au FN (28% des électeurs s'y disent sensibles) où cette thèse est très en vogue. A l'extrême droite, le « *ni droite ni gauche* » a une longue histoire. Des historiens la font remonter aux racines du fascisme



à la française. Dans « Ni droite, ni gauche » de Zeev Sternhell, ce dernier montre que le courant fasciste d'avant guerre était plus solide qu'on ne le croit généralement (parmi les historiens) et qu'il fit le lit de Vichy. Très tôt, la rhétorique fasciste se place en opposition aussi bien à la droite qu'à la gauche, se prononce tout à la fois contre le « matérialisme libéral » et le « matérialisme marxiste ». C'est cette piste que le GRECE de de Benoist reprend à partir de 1968. Cette problématique est officiellement revendiquée par le Front National Jeunesse en 1994. Elle est devenue un des grands thèmes lepénistes. Certes on ne peut pas identifier le « ni à gauche, ni à droite » de l'extrême droite, qui est un programme politique, et le sentiment de déception - ou de frustration - à l'égard des partis qu'expriment ainsi nombre de sondés. Les uns et les autres ne disent pas la même chose. L'extrême droite cultive le « tous pourris » sauf moi, les sondés disent plutôt que la politique est devenue impuissante face aux marchés, à la mondialisation, etc. Cela traduit donc plutôt une désaffiliation politique, une incrédulité générale. Reste que la proximité (ne serait-ce que de vocabulaire) entre ce sentiment si populaire du « ni-ni » et sa forme théorisée par le FN n'est pas sans danger pour la démocratie. Pour Frédéric Dabi, directeur du département d'Opinion de l'IFOP : « Un tiers

des personnes interrogées se positionne sur la réponse **ni à gauche, ni à droite**, soit (pour l'IFOP) une progression de 4 points depuis la dernière campagne présidentielle. Ce chiffre préoccupant pour la santé de notre vie démocratique est à relier à la défiance croissante des Français à l'égard du personnel politique que la très forte abstention à tous les scrutins depuis 2007 a exacerbée ». De petits signes tendraient à montrer qu'un processus de recomposition ou de réaffiliation est peut-être à l'œuvre. Par exemple, l'enquête Gabriel Péri/Sofres note un regain d'intérêt pour la politique. 50% des sondés disent s'y intéresser, soit +10% en dix ans. Il y a une envie de politique (à nuancer peut-être si on regarde les catégories sociales motivées). Ou encore, en liaison probablement avec le renforcement des mouvements sociaux et avec une perception nouvelle des inégalités, on observe un retour de la conscience de classe, la conscience d'appartenir à une classe sociale: c'est le cas de 65% des sondés, soit +11% en dix ans.

Seule, une repolitisation de pans entiers de la société, un réengagement citoyen des milieux populaires, une mise en cause réelle du marché et du libéralisme pourront bousculer ce paysage globalement déprimant. ■

LES OUVRIERS ET LA POLITIQUE

Guy Michelat et Michel Simon ont notamment écrit, en 2004, aux éditions Presses de Sciences Po, « *Les ouvriers et la politique. Permanence, ruptures, réalignements* ». Extraits d'un entretien paru dans « *La lettre du CEVIPOF* » (n°8, mai 2004).

« Les ouvriers représentent aujourd'hui autour de 27% de la population active. Mais entre ce groupe et « l'archipel » des employés, des salariés d'exécution, les salariés précaires, les rapprochements sont de plus en plus sensibles. Un salariat instruit s'est constitué. Les moins de quarante ans sont de plus en plus qualifiés et ont souvent bac + 2 ou 3. Ouvriers ou non, ils exigent d'avantage des argumentaires des politiques, mais ils ont du mal à s'organiser. Leur situation est souvent précaire (CDD), ils changent fréquemment d'employeurs, de lieux de travail et leurs horaires sont segmentés, comme dans les grandes surfaces. Ils sont conscients de la fragilité de leurs situations et de la menace du chômage qui pèse sur eux. L'idée monte que « *seul, on ne s'en sortira pas* ». Peut-être voit-on émerger de nouvelles formes de relations aux organisations, y compris aux syndicats, suivant des filières différentes. Ces jeunes ont besoin d'avoir des représentants qui sortent de leurs rangs et des formes de politisation adaptées à leur sensibilité, ce à quoi la gauche, PCF compris, a du mal à faire droit, mais ils sont favorables aux démonstrations collectives. Et, du moins dans les catégories non ouvrières, ils s'impliquent dans des mouvements associatifs, altermondialistes. Cette nouvelle génération évoluera en fonction des réponses qui lui seront données. »

Les Français et l'Islam : la crispation

PAR GÉRARD STREIFF

Une enquête de l'IFOP, menée en décembre 2010 sur les Français et l'Islam, traduit une crispation de l'opinion et une montée de l'intolérance à l'égard de la communauté musulmane. Les Français estiment que l'intégration est ratée.

La présence d'une communauté musulmane est considérée « plutôt comme une menace » par 42 % des Français, « plutôt comme un facteur d'enrichissement mutuel » par 22 % et ni l'un ni l'autre par 36 %.

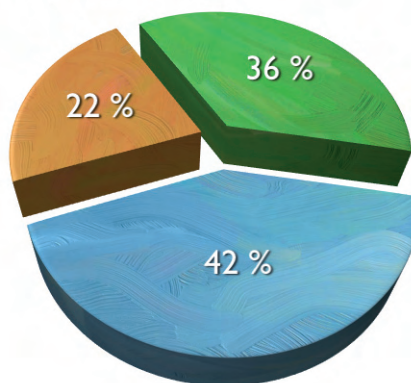
Ces chiffres varient assez sensiblement selon les affiliations politiques. L'idée de « menace » est partagée par 24 % des électeurs de gauche, 34 % de ceux du centre, 62 % à droite et près de 100 % à l'extrême droite. Inversement, l'impression qu'une telle communauté est un « enrichissement culturel » est soutenue par 40% des sondés de gauche, 17 % au centre, 9 % à droite et personne à l'extrême droite.

La position « ni l'un, ni l'autre » fédère 36 % des sondés de gauche, 49% au centre, 29 % à droite, 2% à l'extrême droite. « On est passé d'un lien entre immigration et sécurité (ou chômage) au lien entre islam et menace identitaire » note Jérôme Fourquet de l'IFOP. Il y a encore dix ou quinze ans, les gens se disaient volontiers « indifférents » face aux questions du voile ou de la construction de mosquées ; ces chiffres sont en forte baisse. Tout se passe comme si on identifiait l'islam à la définition donnée par les intégristes religieux ou l'ultra-droite.

L'autre grand enseignement de l'enquête est le fait que 68 % des Français jugent que l'intégration des musulmans est ratée. On notera cependant que 52 % des Français ne sont « pas hostiles » à l'idée d'élire un maire d'origine musulmane, chiffre en progression constante depuis vingt ans.

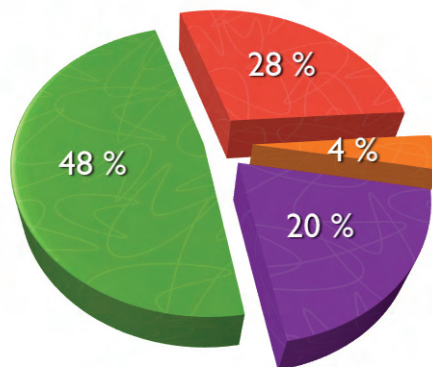
LE JUGEMENT DES FRANÇAIS À L'ÉGARD DE LA COMMUNAUTÉ MUSULMANE

- Plutôt une menace
- Plutôt un facteur d'enrichissement culturel
- Ni l'un ni l'autre



LA PERCEPTION DE L'INTÉGRATION DES MUSULMANS

- Pas du tout intégrés
- Plutôt pas intégrés
- Plutôt intégrés
- Tout à fait intégrés





Tous les progressistes et féministes connaissent cette date de l'histoire mondiale, le 8 mars. **Laurence COHEN**, responsable de la commission Droits des femmes/Féminisme, en donne la signification non par nostalgie mais pour la force du féminisme et du communisme actuels.

Gérard MAZET (responsable national de la commission transport) présente les propositions du PCF en matière de réponse aux usagers, de fret, de transport aérien et de gestion des infrastructures.

Nouveau chantier de Nicolas Sarkozy, la dépendance occupe l'espace médiatique depuis quelques semaines. **Jean-Luc GIBELIN** (responsable de la commission Santé) revient sur ce thème et en présente une conception humaniste.

Après Lopsi I, le gouvernement est déjà passé à Lopsi II. **Ian BROSSAT** (responsable de la commission Sécurité) revient sur ce dossier.

TRANSPORT

• Le transport des voyageurs

La promotion des transports collectifs, objectif prioritaire suppose la reconquête du service public, des moyens nouveaux pour les transports de la vie quotidienne et le développement solidaire des territoires, notamment les zones rurales.

Il s'agit de faire reculer les logiques libérales

- en imposant des critères sociaux, environnementaux et de qualité de service stricts dans tous les contrats entre autorité organisatrice et opérateur, entre donneur d'ordre et exécutant.
- en reconnaissant aux élus, aux associations d'usagers et aux organisations syndicales de salariés de nouveaux droits d'intervention.
- en mettant en place un véritable statut des salariés du transport.

UN PÔLE PUBLIC NATIONAL DE TRANSPORTS PUBLICS

Il sera un outil industriel national à la disposition des autorités organisatrices pour assurer le droit au transport pour tous et l'égalité de traitement des usagers. Il se dotera de délégations régionales. Son conseil d'administration serait essentiellement composé d'élus, de représentants d'usagers et de salariés des entreprises concernées.

Le Pôle Public sera un lieu de coopération regroupant dans un premier temps les opérateurs publics actuels : la SNCF (avec RFF) et la RATP qui en seront la colonne vertébrale, les régies, les sociétés d'économie mixtes et les sociétés publiques locales de transport.

Par ailleurs, l'expérience est faite depuis plus de 10 ans : la séparation de la SNCF et de RFF est nocive pour les transports. Il faut réintégrer la gestion directe des infrastructures au sein de la SNCF et la dette doit être reprise par l'État. La même démarche vaut pour la RATP.

DES FINANCEMENTS NOUVEAUX

Les critères de calcul de la dotation de l'État aux régions pour l'exploitation du service public voyageurs aujourd'hui dépassés sont à redéfinir. Sinon le risque existe que les Régions soient, de fait, conduites à limiter les développements sur les seules dessertes à fort potentiel. Parce que les transports structurent la

société et que l'organisation du système de transport doit s'inscrire dans une politique de développement humain durable, l'État doit contribuer à cet enjeu et investir massivement dans les transports régionaux, à hauteur de 50 % des investissements.

Sans se substituer aux autorités organisatrices (régionales, départementales et groupements de communes), des syndicats mixtes régionaux des transports collectifs mailleront un réseau intégré et cohérent sur l'ensemble du territoire régional. Ils permettront de lever le Versement Transport Additionnel (VTA), source de financements supplémentaires pour le TER, reposant sur les entreprises. Ce VTA s'ajoute au Versement Transport (VT) déjà existant à généraliser sur tous les territoires où il n'est pas activé et à toutes les entreprises (seuil actuel 9 salariés) et dont le mode de calcul est à modifier. Il ne doit plus reposer seulement sur la masse salariale, mais essentiellement sur les profits pour pénaliser les revenus financiers et responsabiliser les groupes sur les territoires. Une modulation doit être appliquée au bénéfice des PME/PMI, TPE et entreprises artisanales qui créent de l'emploi sans forcement dégager de grandes marges.

Les syndicats mixtes devront aussi pouvoir lever une nouvelle taxe, pour faire payer davantage les bénéficiaires réels des transports (grandes surfaces commerciales, promoteurs immobiliers, parcs de loisirs, industrie du tourisme, compagnies d'assurance automobile ...).

LA TARIFICATION À L'USAGER

Pour répondre au droit au transport pour tous et favoriser le report modal vers des transports propres, la proposition de gratuité des transports ne correspond pas aux enjeux. Elle priverait les transports collectifs de ressources nécessaires (exemple : celles tirées des voyages d'affaire, du tourisme, de la part patronale pour les trajets domicile-travail ...). Pour autant la tarification telle qu'elle existe n'est plus adaptée. Nous devons aller vers des cartes d'abonnement à tarification unique. L'employeur doit financer intégralement ces cartes pour ses salariés en ce qui concerne le trajet domicile-travail. De même, celles permettant le trajet domicile-école doivent être prises en charge intégralement. Enfin nous proposons la mise en place de la gratuité pour les personnes à faibles revenus (chômeurs sous condition de ressources, titulaires des mininas sociaux..).

SUITE DE >
LA PAGE 23

Ainsi, nous irons vers la gratuité des transports pour le plus grand nombre d'usagers, sans nous priver des ressources nécessaires pour développer, entretenir et renouveler les transports publics.

Ces mesures seront un facteur de développement du transport collectif. L'ambition est de réduire l'usage des voitures particulières et de développer les modes « doux » complémentaires.

• Le transport de marchandises

L'Europe et la France doivent organiser un report modal du fret en faveur du ferroviaire, du fluvial et du cabotage maritime.

Aujourd'hui, les modes alternatifs à la route sont marginalisés. Quel qu'en soit le mode, le transport de marchandises est largement sous-rémunéré, ce qui est un facteur de mise en concurrence des hommes à l'échelle européenne et mondiale. Ce faible coût du transport est une incitation à la délocalisation de productions industrielles vers les pays à faible coût de main d'œuvre.

INSTAURER UNE TARIFICATION SOCIALE ET ÉCOLOGIQUE CONTRAIGNANTE

Le transport routier reçoit un niveau considérable d'aides publiques, plus d'un milliard d'euros par an, en aides directes, en exonérations de charges, ou en défiscalisations. Le fret routier doit se positionner en complémentarité et non plus en concurrence avec les autres modes de transport. Il doit donc supporter l'intégralité de ses coûts d'usage d'infrastructures, ainsi que les coûts externes environnementaux. Il doit assumer une revalorisation sociale conséquente et revoir les conditions de travail des salariés.

L'instauration d'une tarification sociale et écologique contraignante permettrait de tirer les garanties sociales vers le haut, de sortir d'une concurrence déloyale entre la route d'une part, le rail et le fleuve d'autre part. Pour sortir du dumping social, l'Europe doit aussi encourager l'harmonisation rapide des conditions sociales, réglementaires et de leur organisation du travail des salariés européens du secteur.

Il faut refuser la généralisation des camions de très grande capacité comme les 44 tonnes, ne pas autoriser ceux de 25,25 mètres de long et de 60 tonnes ce qui

amplifierait encore les déséquilibres. Enfin, il est urgent de mettre en place la taxe camion et cela sans dérogation possible.

UNE NOUVELLE CONCEPTION DE TRANSPORT MULTIMODAL DU FRET

L'entreprise publique SNCF, entreprise intégrée implantée sur tout le territoire, possède de solides atouts pour offrir de bout en bout aux chargeurs des solutions logistiques basées sur le rééquilibrage entre les divers modes au profit du ferroviaire SNCF. Avec sa branche Fret « SNCF Geodis », elle regroupe tous les métiers de la chaîne logistique et transport de marchandises.

Une conception de service public pour le fret ferroviaire a toute sa justification dans ce contexte, compte tenu du caractère d'intérêt général des questions climatiques, écologiques, de sécurité et d'aménagement du territoire. Elle s'oppose à la stratégie actuelle du groupe SNCF, qui sert de banque pour financer le développement des filiales routières de fret.

LE WAGON ISOLÉ, UN SERVICE D'INTÉRÊT GÉNÉRAL

L'abandon par la SNCF de 60 % de l'activité de « wagon isolé » met par an l'équivalent de 1 200 000 camions supplémentaires sur les routes. Pourtant, le fret ferroviaire de proximité, avec cette technique du wagon isolé, est stratégique pour relever le défi de la lutte contre le réchauffement climatique et celui de l'aménagement du territoire. A ce titre, le wagon isolé doit devenir un service d'intérêt général, éligible à des subventions publiques. Il est impératif que la SNCF participe concrètement à l'alliance européenne baptisée « X Rail » qui porte sur le développement du wagon isolé.

Cette politique de développement exige d'importants travaux d'infrastructures pour embrancher le réseau ferré national aux multiples zones industrielles et commerciales, aux plateformes logistiques, pour désaturer les nœuds ferroviaires et remettre en place des triages.

• Le transport aérien

L'état doit conserver et retrouver la maîtrise de l'ensemble des prérogatives en matière de contrôle, de sûreté et de réglementation.

• Maintien de l'unité de la Direction Générale de l'Aviation Civile en matière de contrôle aérien, de réglementation,

d'élaboration et de contrôle de l'application des règlements.

• Réintégration de l'ensemble des personnels chargés de la sûreté aéroportuaire au sein des services d'état

• Arrêt du processus de privatisation des gestionnaires des plateformes aéroportuaires (Aéroports De Paris et plateformes de province). Retour à une gestion assurée par l'État ou les collectivités territoriales.

• Renationalisation du groupe Air France et fixation d'objectifs précis en matière de réponse aux besoins d'aménagement du territoire et de complémentarité des divers modes de transports.

SORTIR DU LOW-COST

Sortir du low-cost interne à l'aérien suppose de stopper les aides aéroportuaires, les défiscalisations, les exonérations de taxes locales accordées à ces compagnies sans scrupule. La clarté doit être faite sur le mode de financement actuel des compagnies low-cost.

L'INTERMODALITÉ, UNE VISION MODERNE DES TRANSPORTS

Il faut également sortir de la concurrence aérien/TGV qui exacerbe les techniques low-cost dans les deux modes et permet un chantage sur les salariés et les territoires, ignorant les enjeux climatiques et énergétiques. Cette conception multimodale a pour objectif de répondre au besoin de transport de masse, démocratisé, accessible et de s'attaquer à la réduction des GES.

• Les infrastructures

Pour répondre à l'intérêt général, il faut faire des choix dont les critères principaux sont la dimension sociale d'aménagement du territoire et l'égalité d'accès et de traitement pour tous.

Il est absolument essentiel de sortir d'une concurrence entre les infrastructures. Pour atteindre les objectifs de réduction de GES, il faut donner la priorité à la régénération et à la modernisation des réseaux existants, démocratiser la gestion des infrastructures pour avoir une maîtrise publique et stratégique de l'ensemble des modes et de la finalité de leur utilisation.

RETOUR DES AUTOROUTES DANS LE GIRON DE L'ÉTAT

On ne peut laisser se développer et se généraliser des concessions d'infrastructures et des contrats de Partenariats Publics Privés (PPP) notamment autorou-

tiers. Le but est d'accélérer la logique libérale, de faire payer les usagers, par des taxes et péages, en lieu et place des financements publics d'Etat. De surcroît, de nombreuses expériences le montrent, les PPP sont in fine plus onéreux pour les finances publiques. La mise en concession de la ligne nouvelle TGV Tours-Bordeaux est une brèche ouverte dans la privatisation du réseau ferré national. ■

GÉRARD MAZET

pour la commission Transport
qui a élaboré les textes

AUTONOMIE

Prise en charge solidaire de la perte d'autonomie

Nous voulons promouvoir la protection sociale solidaire renforcée et élargie dans ses prérogatives, fidèle en cela aux concepts qui l'ont mis en place et qui restent des idées neuves. Nous considérons qu'il s'agit d'une question importante. Pour autant, nous contestons le « scénario catastrophe » orchestré aux seules fins de justifier le recours à l'assurantiel.

Nous faisons le choix de prendre le concept de perte d'autonomie en lieu et place de la dépendance. C'est la résultante multifactorielle de situations qui jalonnent la vie de tout individu. Elle n'est en rien un risque en soi, mais un état qui justifie la solidarité et la dignité. Surfant sur les attentes des associations, le projet actuel avance le concept de « 5^e risque » pour la sécurité sociale : « le risque dépendance ». Cette fausse bonne idée ne correspond pas à l'architecture de la sécurité sociale. En réalité, ce concept organise une confusion sémantique voulant laisser croire que la perte d'autonomie est assurable par le secteur assuranciel privé.

Une branche de plus dans la sécurité sociale ou dans l'assurance maladie affaiblirait la protection sociale solidaire en fragilisant la base de son financement socialisé. Nous sommes aussi opposés à la barrière d'âge qui est actuellement maintenue.

ARTICULER PRÉVENTION, DÉPISTAGE ET PRISE EN CHARGE SOLIDAIRE

L'enjeu d'une vraie politique publique de la prise en charge de la perte d'auto-

nomie est au cœur du débat. Cette politique publique doit articuler prévention, dépistage et prise en charge solidaire. La prévention doit être développée dans toutes ses dimensions. Cela renvoie aussi au rôle social des personnes profondément nié dans notre société. La prévention passe par le remboursement à 100% par l'assurance maladie de toutes les dépenses de santé. La politique publique passe par un développement important des services publics nationaux répondant à la perte d'autonomie et leur réelle et efficace coordination.

PÔLE PUBLIC DE L'AUTONOMIE

Nous proposons au niveau départemental un pôle public de « l'autonomie », s'appuyant sur le développement des services publics existants. Le pôle public doit ainsi permettre une synergie entre les services publics les coordonnant avec les nouveaux services publics du handicap et celui des personnes âgées. Cette coordination départementale doit permettre une simplification des démarches pour les personnes et les aidants

UN NOUVEAU PROJET DE CIVILISATION.

Au-delà, la création d'une véritable coordination des politiques publiques de l'autonomisation des personnes devra être mise en place avec un contrôle démocratique. Nous proposons une structuration nationale des pôles publics départementaux dans une forme à définir (agence, établissement public, service ministériel) afin de garantir une cohérence nationale et une égalité sur le territoire national. Cela permettra d'assurer une indépendance totale, des critères indiscutables aux procédures de détermination du niveau de perte d'autonomie et d'engager une vaste politique de formation et de création en nombre d'emplois qualifiés des services d'aide à la personne, en partenariat avec le monde associatif dans un cadre juridique nouveau à inventer sans exonérer l'état de ses responsabilités. Pourquoi pas un ministère de l'autonomie pour ces nouveaux défis ?

Notre volonté de privilégier le maintien à domicile accompagné et assisté, comme alternative volontaire, est complémentaire avec la nécessité d'assurer une bonne couverture territoriale passant par un développement en établissements publics. Il s'agit de mettre

en œuvre un plan de formation des personnels médicaux et paramédicaux. Le maillage du territoire par le service public hospitalier est un gage d'égalité.

FINANCEMENT SOLIDAIRE ET FINANCEMENT PUBLIC

Nous posons le principe d'un financement solidaire dans la sécurité sociale et d'un financement public. Pour le financement de la sécurité sociale, nos propositions partent tout d'abord du développement de l'emploi, de l'augmentation des salaires et d'une nouvelle politique économique et industrielle. Concernant l'Assurance maladie, nous portons le principe d'une modulation de la cotisation sur une assiette « salaires ».

Concernant les personnes en situation de handicap, nous proposons une taxe prélevée à la source pour les employeurs qui ne respectent pas la loi. Il faut aussi affecter à la perte d'autonomie une partie de la contribution supplémentaire que nous voulons créer sur les revenus financiers des entreprises, des banques et assurances. Nous proposons, par ailleurs, d'assurer un financement public de la prise en charge de la perte d'autonomie par l'Etat, au moyen d'une dotation de compensation de l'Etat pour les départements. Néanmoins, un véritable financement public pérenne de la prise en charge de la perte d'autonomie exigera une réforme de progrès et d'efficacité de la taxe professionnelle, ainsi qu'une véritable réforme de la fiscalité nationale et locale, réforme qui porte la suppression de la CSG. Cela renvoie aussi à une autre conception de l'Europe, de sa monnaie, de la Banque Centrale Européenne pour développer les services publics.

Nous sommes clairement opposés aux mesures qui sont avancées actuellement comme l'assurance obligatoire, le second comme le premier jour de travail gratuit, l'augmentation de la CSG des retraités, l'étranglement des finances des conseils généraux. Nous rejetons le recours sur succession pour financer la réponse à la perte d'autonomie car, comme l'assurance individuelle, c'est un moyen supplémentaire de contourner la solidarité nationale. C'est en fait la double peine : la perte d'autonomie et le prélèvement sur la succession. ■

JEAN-LUC GIBELIN

Responsable du secteur Santé,
Protection sociale

SÉCURITÉ

LOPPSI II

La récente interview télévisée de Nicolas Sarkozy a confirmé l'intention du gouvernement d'exploiter jusqu'au bout le filon de la sécurité en vue des prochaines échéances électorales.

Il le fait d'ailleurs en développant une communication éminemment paradoxale. D'un côté, la droite se gausse en faisant valoir une prétendue baisse des faits de délinquance. De l'autre, le gouvernement met en exergue chaque nouveau fait divers et en profite pour consolider l'arsenal sécuritaire qu'il a patiemment élaboré depuis 2002.

BAISSE DE LA DÉLINQUANCE OU MANIPULATIONS STATISTIQUES ?

A ceux qui doutent, le gouvernement ressort en effet son argument préféré : les statistiques – auxquelles plus personne ne croit mais tout le monde fait semblant. Certes, cette année, quelques voix dénoncent quand même la mascarade, comme Laurent Mucchielli, qui remarque sur son blog, avec un peu d'ironie, que ces chiffres ne sont pas ceux de la délinquance. De fait, il s'agit des statistiques de la police et de la gendarmerie. Chaque année, les forces de l'ordre comptabilisent le nombre de plaintes déposées, les procédures, les enquêtes – puis les classent, mais en vérité, il ne s'agit pas de la délinquance vécue ou subie par les Français au quotidien. Il ne s'agit que d'une petite partie de l'activité délictueuse ou criminelle. Celle que l'on a calculé au regard des objectifs donnés par le ministère, qui se retrouve ainsi juge et partie selon une logique de mélange des genres qui ne surprendra malheureusement plus personne.

Ainsi, si les victimes ne portent pas plainte, si les procès-verbaux ne sont pas correctement enregistrés, les faits disparaissent. Plus grave, les contraventions, la plupart des délits routiers, les infractions au droit du travail ou de l'environnement, ne sont tout simplement pas pris en compte. La délinquance qui intéresse le ministère de l'Intérieur est une certaine délinquance. Celle sur laquelle on peut communiquer. De bons faits divers, romanesques, comme ceux qui réveillent par exemple une campagne électorale.

Sans surprise, les chiffres de l'année 2010 témoignent d'une baisse de la délinquance générale de 2 %. Une remarque à ce sujet : les chiffres de la délinquance générale

mèlent tout. Ils mettent sur le même plan usage de stupéfiants, violences, vols, ou défauts de permis de chasse. Ay regardé de plus près, on s'aperçoit que les cambriolages, les agressions sur les personnes et les vols (violents ou non) sur la voie publique sont, eux, en augmentation. Or ce sont ces actes-là qui pourrissent la vie quotidienne des habitants de nos quartiers.

L'ARSENAL LÉGISLATIF CONSOLIDÉ...

Tout va tellement bien, d'ailleurs, que le gouvernement se sent obligé de légiférer une fois de plus. Depuis la première Loppsi (en 2002), les spécialistes hésitent. Ils comptent entre 37 et 41 lois sur la sécurité présentées au Parlement. Autrement dit, et pour reprendre un chiffre avancé par Laurent Mucchielli : 10 % de la production législative française. Certainement un record. Nonobstant, dans cette dernière Loppsi, qualifiée sobrement de « fourre-tout » par le journal *Le Monde*, le gouvernement persiste dans une idéologie du tout répressif. Encore une fois, il ne se concentre que sur un certain type de délinquance, celle qui l'arrange. Mais même pour cette dernière, les dispositions de la nouvelle loi sont inquiétantes. Insistant plus que jamais sur la technologie (vidéosurveillance, fichiers divers, bracelets électroniques), le gouvernement prépare en effet une vraie révolution du maintien de l'ordre et l'avènement d'une sécurité privatisée.

UNE SÉCURITÉ PRIVATISÉE

Réduisant les effectifs de police, supprimant des postes, il externalise ainsi certaines missions (aussi diverses que celles de la police scientifique ou du contrôle d'identité dans les transports), élargit les compétences de la police municipale et renforce le statut des entreprises privées de sécurité. On sait qu'en France, les effectifs de sécurité publique (police et gendarmerie) s'élèvent à 220 000, alors que les entreprises privées qui travaillent dans ce secteur concentrent 170 00 employés. Quand on considère les résultats de la privatisation d'une partie de la sécurité dans les aéroports (illustré par ces deux journalistes de *France 2* qui, récemment, ont voyagé sans encombre avec des armes dans leurs bagages), on peut redouter le pire. Moins bien formés, soumis à d'autres impératifs, notamment comptables, les agents des entreprises privés ne peuvent pas remplacer la police et la gendarmerie nationales. Mais surtout, ce glissement remet en cause un compromis historique français qui voyait les citoyens déléguer à l'Etat leur sécurité – et contredit

le principe républicain d'égalité. Car demain, la sécurité appartiendra uniquement à ceux qui en auront les moyens. Et non plus à ceux qui en ont besoin. Gageons que cela n'affectera pas les chiffres du ministère : de toute façon, avec moins de policiers, il y aura moins de procès verbaux, donc (soi-disant) moins de délinquance. Et ce faisant, le gouvernement remet en cause une conception de l'Etat et du service public pour tous, hérité de la Libération, qu'il n'aime pas. Plus grave, il ne se contente pas de se désengager, il se déresponsabilise. Ce qui n'est pas acceptable. Aujourd'hui, victimes permanentes de formes insidieuses d'injustices et d'inégalités, nos concitoyens ont besoin d'un vrai service public de sécurité. Un service public qui regroupe la police nationale, la gendarmerie et les polices municipales nationalisées. Un service public qui leur garantit un égal accès au droit à la sécurité, sans distinction géographique, sociale ou patrimoniale. Une nouvelle carte doit être élaborée, de manière plus juste, sans exclure ni quartiers ni populations à quelque titre que ce soit. Tout le contraire de Loppsi 2 et de ses petites sœurs depuis 2002.

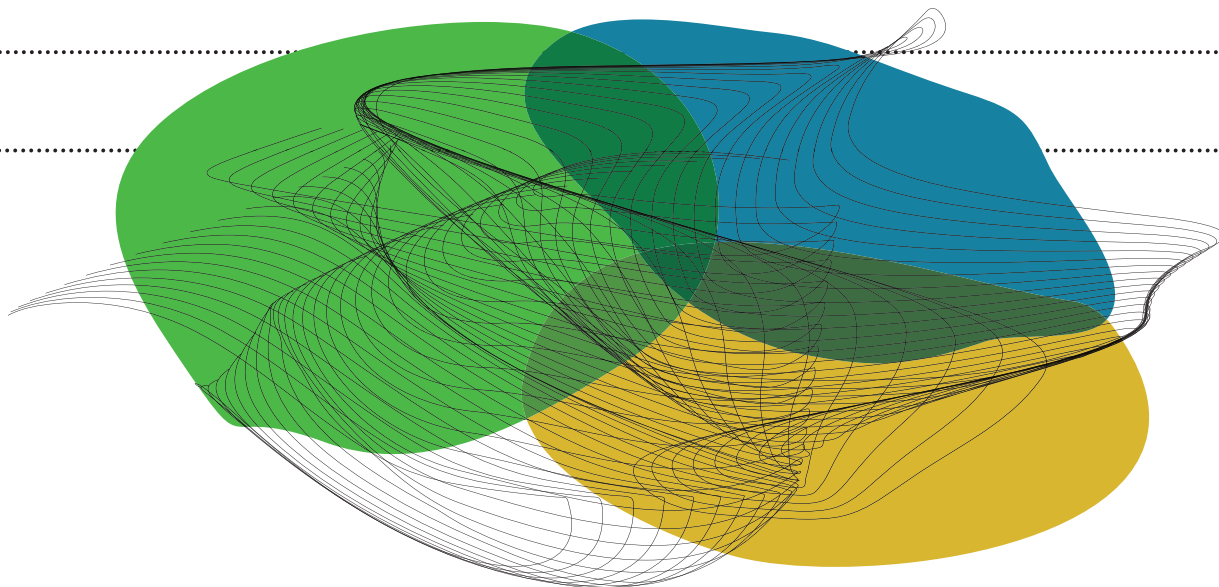
LA DÉLINQUANCE EN COL BLANC IGNORÉE

Il faut, dans le même temps, rompre avec une certaine idéologie. Celle qui ignore la délinquance en col blanc, financière, patronale et fiscale. Celle qui a conduit en 2007 Nicolas Sarkozy, à peine élu, à promettre au MEDEF de dépénaliser le droit des affaires. En toute impunité, on peut voler des centaines de salariés à condition d'utiliser des moyens financiers et de ne pas se faire Le petit délinquant, lui, risque la prison, à coup sûr.

On voit que l'argent ne détermine pas seulement la sécurité éventuelle à venir, mais l'idée même de délinquance. Péché véniel que celui du profit, considéré comme une ambition naturelle. Mais la délinquance est malheureusement partout, y compris au ministère de l'Intérieur. Le ministre a été condamné pour propos racistes et atteinte au principe de la présomption d'innocence en 2010. Des péchés véniels, là aussi, probablement. Aujourd'hui, le gouvernement a choisi. Sa politique est à cloche-pied, toujours le même. Pourtant, pour avancer, la lutte contre la délinquance a besoin de marcher sur ses deux jambes – sinon elle boîte, comme les chiffres de Brice Hortefeux. ■

IAN BROSSAT

chargé des questions de sécurité à la direction nationale du PCF



FÉMINISME

Le 8 mars

En mars 2011, il est important de revenir sur les raisons et l'enjeu de l'existence d'une journée internationale des droits des femmes.

En soutien aux nombreuses manifestations des ouvrières du début du siècle, **Clara Zetkin**, journaliste allemande dirigeant la revue *Die Gleichheit* (l'égalité), propose en août 1910, lors de la seconde conférence internationale des femmes socialistes, qu'une journée des femmes soit organisée chaque année.

Dès le départ, les femmes veulent que cette journée soit marquée de leur volonté politique de lutter pour la conquête de leurs droits.

En France, les femmes se battent depuis longtemps pour obtenir l'égalité femme/homme notamment celle des droits politiques. En 1910, une vingtaine de féministes dont Madeleine Pelletier se présenteront aux élections législatives, leurs candidatures seront rejetées. En 1921, tandis que la Suède accorde le droit de vote aux femmes, le Gouvernement français crée la médaille de la famille française pour honorer les mères méritantes qui, durant la guerre de 1914, ont travaillé et élevé « dignement » leurs enfants !

Dans l'esprit d'une journée internationale des femmes pour le droit de vote, la chambre des députés adopte, le 7 avril 1925, le droit de vote des femmes aux élections municipales et cantonales. Le parti communiste français, profitant d'une lacune de la réglementation, propose des femmes en position éligible sur les listes aux élections municipales. Trois d'entre elles seront élues mais leur élection sera annulée et la loi autorisant ce droit de vote aussi.

Il faut attendre 1944, après bien des batailles, pour obtenir enfin ce droit ! La montée du mouvement féministe des années 1970 poussant, les Nations Unies reconnaissent officiellement la journée internationale des femmes en 1977.

L'ACTUALITÉ DES COMBATS POUR L'ÉGALITÉ

Cette journée est donc hautement politique et marque combien les combats pour l'égalité restent d'actualité. Comment ne pas être révoltés par les inégalités qui perdurent dans l'accès à la formation et à l'emploi, dans les formes d'emploi, dans les salaires à qualification similaire, dans le partage des tâches et des fonctions dans le couple et au sein de la famille, dans le regard que la société porte sur l'image du corps de l'un et de l'autre, dans l'égal accès aux postes de responsabilité politique ?

Chaque jour de nouveaux coups sont portés. Ainsi, aujourd'hui, une énième directive européenne menace le droit à l'IVG, sans que cela ne suscite une grande émotion. Et pourtant si on ne fait rien, ce sont toutes les européennes qui vont voir leur libre choix d'être mère bafoué. Cette remise en cause constante et universelle des droits des femmes par les politiques néolibérales n'est pas massivement contestée ! Nous sommes en 2011, et quel syndicat, quel parti politique propose une grande manifestation sur le thème de l'égalité ?

DÉNONCER LE PATRIARCAT

« Il n'y a pas toujours eu des prolétaires, il y a toujours eu des femmes » a écrit Simone de Beauvoir. Les contradictions entre les sexes sont de fait beaucoup plus anciennes que les contradictions entre les classes et elles ne leur donnent pas naissance. Elles se développent ensemble sans pour cela se confondre mais en se favorisant mutuellement. Ce schéma, qui a imprégné les siècles, a

structuré profondément nos sociétés. La démocratie moderne ne dénonce pas l'exclusion, elle continue de la maintenir, voir de la fabriquer. Le capitalisme et le patriarcat se nourrissent mutuellement pour aliéner les femmes avec le renfort des religions.

Dénoncer le patriarcat, montrer qu'il fonde encore de nos jours la situation des femmes dans la société, est de nature à faire évoluer les mentalités pour opérer des rassemblements au-delà des seuls mouvements féministes. Nous nous réjouissons de voir les Tunisiennes, les Egyptiennes et d'autres femmes des pays du Maghreb et du Moyen Orient se révolter. Leurs combats pour leurs droits, pour le respect de leur dignité, pour leur liberté et leur exigence de démocratie sont les nôtres. L'histoire nous a appris que les révolutions ne portent pas l'égalité entre les femmes et les hommes comme déterminant et que le combat reste entier.

Pour le 8 mars 2011, nous serons donc solidaires des femmes du Maghreb et du Moyen Orient. Nous le proclamerons en participant activement, aux côtés des féministes, en tant que parti politique, à la manifestation unitaire à Paris le 5 mars, dans le quartier des ambassades d'Algérie, d'Iran, d'Égypte. Nous exigeons avec elles des États de droit, le rétablissement des libertés individuelles, l'abrogation du code de la famille, l'égalité des droits dans les constitutions nationales et des États Laïcs.

Femmes des deux rives, notre mobilisation doit être à la hauteur de toutes et tous ensemble pour un monde de paix où égalité rime avec mixité, solidarité avec mise en commun et laïcité avec liberté. Ce combat est nôtre, nous le gagnerons ensemble Femmes et Hommes. ■

LAURENCE COHEN
responsable nationale commission
droits des femmes - Féminisme

Par **ALAIN VERMEERSCH**

Le monde arabe et « l'impossible démocratie »

Les pays du Maghreb sont aux prises à des révoltes populaires qui ont permis d'ores et déjà des transformations importantes du paysage politique dans la région et dans le monde.

A Paris, l'intelligentsia du silence, titre *Le Monde* (06/02). Et poursuit « Obnubilés par l'islamisme, incapables de penser une démocratie arabe, ou juste ignorants, les intellectuels se font discrets sur les révoltes actuelles.

DES INTELLECTUELS FRAPPÉS DE MYOPIE

Alain-Gérard Slama dans *Le Figaro* (09/02) peut écrire « Malheur à qui, frappé par cette contradiction, ose demander si les motivations des révoltés de Tunis et du Caire sont bien celles qu'on leur prête. À peine a-t-il exprimé ce doute, il est accusé de céder au préjugé quasi-raciste selon lequel les peuples arabes souffrent d'une incompatibilité structurelle avec la démocratie. Or s'il est peu discutable que des démocrates et des libéraux, issus des classes moyennes, figurent parmi ces masses hétérogènes, il est permis de penser que, dans la colère qui gronde, les déceptions liées au chômage et à la crise, le rejet des dictatures frappées d'échec et la méfiance à l'égard des puissances occidentales qui les ont protégées jouent un rôle au moins aussi grand. » Hubert Védrine avertit « Le monde arabo-musulman n'est pas homogène. En outre, l'hypothèque islamiste n'est pas encore levée : lorsque le Shah d'Iran a été renversé en 1979, la plupart des démocrates, pensaient que cela allait faire naître la démocratie en Iran. On sait ce qui s'est passé. Ce précédent pèse, incontestablement, même s'il faut tout faire pour dépasser cette fatalité... Il y a, à l'intérieur du monde musulman, un gigantesque bras de fer, un affrontement historique, entre des

forces modernistes, pas très nombreuses, et une minorité assez forte de fondamentalistes, religieux ou politiques, dont une infime partie dégénère en terroristes. Ces deux camps se battent pour le contrôle de la masse centrale des musulmans. C'est une bataille énorme, qui est loin d'être finie. Il serait bien naïf de l'ignorer. A titre personnel, je pense plutôt que les modernistes finiront par l'emporter, mais quand ? » Alain Finkielkraut attise l'islamophobie. « En Egypte, les manifestants s'interrompent pour faire la prière » *Libération* (3/02). Alexandre Adler dans *Le Matin de Lausanne* (6/02) s'effraie « Il est vraisemblable que l'Egypte exerce une mainmise sur la bande de Gaza en faisant passer le Hamas sous sa coupe. Le gel des relations diplomatiques pourrait sans doute atteindre un degré supplémentaire ». Bernard-Henri Lévy dans *Le Point* (20/01) se veut joyeux sur le départ de Ben Ali. Le 3 février, parlant de l'Egypte, il finit par crier à « l'islamisme radical ». « La perspective d'une Egypte virant au fondamentalisme d'Etat et devenant au sunnisme ce que l'Iran est au chiisme... »

LE RÉVEIL DES PEUPLES

Il se trouve heureusement d'autres voix qui ne partagent ces visions. Alain Touraine s'écrie « Sortons de la guerre froide ! » Il écrit « Il existe une arabo-phobie et une islamophobie européennes qui sont dangereuses... parce qu'elles nourrissent les politiques xénophobes.. On ne doit pas demander aux intellectuels de parler en l'air au nom des valeurs universelles... Mais on doit leur demander de définir et de défendre la cause de la liberté qui est aussi celle de la justice sociale ». Dans son blog, Pascal Boniface reproche de relayer « les craintes israéliennes face au changement politique en Egypte. » Il rappelle que ce sont

« les mêmes qui ont dénoncé pendant des lustres l'absence de régimes démocratiques dans le monde arabe (qui) s'inquiètent désormais de la possibilité qu'il en existe ». Dans la revue *Esprit* (02/2011), Olivier Mongin souligne « cette révolution était « malvenue » pour beaucoup d'esprits, surtout en France. Le soutien à Ben Ali de la part des politiques (de droite comme de gauche) a reposé sur la conviction qu'un Etat fort est indispensable dans un pays où le péril islamiste exige un rempart. » Il soutient « Le monde arabo-musulman ne doit pas être confondu avec celui de la fin du communisme. L'exception tunisienne se manifeste dans le fait qu'elle pose la question de la démocratie et de ses fondations ». Voici ce qu'écrivait Bernard Guetta dans *Libération* (09/02) « Il y a moins d'un mois, le monde arabe était figé. Rien ne semblait pouvoir y bouger tant la peur y était omniprésente et tant le statu quo des dictatures y paraissait préférables à l'avènement de régimes islamistes. Puis il y eut la rupture tunisienne, cette émergence politique d'une jeunesse assoiffée de liberté, d'une troisième force se réclamant de la démocratie, et la contagion fut immédiate. Le monde arabe s'est aussitôt reconnu dans le soulèvement de la Tunisie... le plus peuplé des pays arabes, l'Egypte, leur épice, se soulevait à son tour... Troisième changement de fond, les Frères musulmans - minoritaires et non pas majoritaires - y jouent la démocratie parce qu'ils voient bien qu'elle présente autrement plus d'attraits que la charia pour la jeunesse égyptienne et que les islamistes turcs, surtout, s'en sont beaucoup mieux portés que les ayatollahs iraniens de la théocratie ou Al-Qaeda du djihadisme. Ces trois changements ne sont pas qu'égyptiens. Ils sont à l'œuvre dans tout le monde arabe et c'est pour cela que cette

révolution, le printemps arabe, n'en est qu'à ses débuts. » Un intellectuel américain, Ian Buruma relève de son côté dans *Le Figaro* (09/02) « En fait, l'une des caractéristiques les plus frappantes des soulèvements populaires en Tunisie et en Égypte - et peut-être l'une des plus importantes - est le rôle tout à fait mineur joué par les islamistes. »

« Quel modèle politique pour les peuples arabes » titre *Le Monde* (17/02) avec une réponse : « D'après une étude récente menée dans sept pays arabes, deux tiers des personnes interrogées estimaient que la Turquie était l'exemple réussi d'un mariage de l'islam avec la démocratie ». « Les paris sont ouverts. Quel sera le prochain domino à tomber : la Libye, le Yémen, Bahreïn, la Jordanie, l'Algérie... ? Et, surtout, quand viendra le tour de l'Iran, un enjeu aussi considérable que l'Égypte et un pays particulièrement fragile dans son principe même, son identité islamiste ? » se demande Dominique Moïsi *Les Echos* (21/02). En effet, poursuit-il « le nouveau monde dans lequel nous entrons... est aussi sur le plan régional « postislamiste » pour reprendre la formule d'Olivier Roy... Il est certes bien trop tôt pour prédire de manière exacte le calendrier de la chute du régime des mollahs, mais les révolutions intervenues en Tunisie et en Égypte hier rendent le changement en Iran inéluctable. » Ce même O. Roy écrit dans *La Croix* (22/02) « C'est une révolte plus qu'une révolution. En 1989, on était aussi en présence d'une révolte qui a abouti à un changement parce que les régimes se sont effacés. Aujourd'hui, deux éléments font obstacle à ce mouvement. Le premier, c'est la résistance des régimes. Elle est plus dure, parce qu'il n'y a pas de centre comme l'Union soviétique qui, une fois effondrée, a permis que tout s'ouvre. Ici, chaque pays a sa spécificité. L'autre problème, c'est que la communauté internationale est très ambivalente. D'un côté, elle salue la démocratie, de l'autre, elle veut le statu quo. » Elisabeth Roudinesco en écho à la Révolution française estime pour sa part *Le Monde* (20/02) « Ce qui se passe dans le monde arabe, c'est le retour de cet idéal.. L'esprit de la révolution est en marche. Un jour viendra où il se propagera de l'Iran à la Chine en passant par l'ensemble du monde arabe. Et il reviendra en France au moment même où l'on pensera l'avoir extirpé des consciences ». Pascal Boniface souligne cette réalité « L'onde de choc est en fait

mondiale. Elle concerne l'ensemble des pays émergents où la population est suffisamment éduquée pour ne pas prendre pour argent comptant la propagande officielle, où les inégalités sociales, la corruption, l'immobilisme politique sont devenus inacceptables. Les régimes seront forcés de faire preuve d'ouverture politique et sociale, de tenir compte des aspirations de leurs populations, de crainte d'être emportés. » *La Croix* (09/02).

LES CAMPAGNES CONTRE L'ISLAM DU FN ET DE L'UMP

Jean-Yves Camus révélait la visite en Israël d'« une délégation de l'Alliance des partis européens pour la liberté et les droits civils, organisation parapluie rassemblant des partis d'extrême droite de la quatrième génération. Focalisés contre l'islam (et non contre l'islamisme), ancrés dans la théorie du « Choc des civilisations », partisans de la démocratie directe contre les élites, ces mouvements veulent, question d'image et de crédibilité, se débarrasser des oripeaux encombrants de l'antisémitisme. Pour faire jonction avec cet intérêt tactique, ils partagent une croyance : à tout prendre, Israël mérite d'être soutenu parce qu'il est un rempart de l'Occident contre la progression de l'islam. La « déclaration de Jérusalem », signée par les visiteurs le 7 décembre situe parfaitement le plan sur lequel est scellée la nouvelle alliance entre la droite ultranationaliste israélienne et ses homologues européennes : « Nous avons vaincu les systèmes totalitaires comme le fascisme, le national-socialisme et le communisme. Maintenant, nous nous trouvons devant une nouvelle menace, celle du fondamentalisme islamique, et nous prendrons part au combat mondial des défenseurs de la démocratie et des droits de l'homme. » *Rue89* (23/12/2010). Laurent Joffrin *Libération* (07/02) peut écrire « Chacun a constaté l'expansion du totalitarisme religieux, chacun sait qu'il faut le combattre. Certaines révolutions démocratiques ont couru semblables risques. La prise de la Bastille a conduit à la Terreur.. La fin du communisme en Yougoslavie à la guerre civile.. Les islamistes n'ont joué aucun rôle dans le déclenchement des révoltes. Pourquoi le pire serait-il sûr ? » Les médias jouent sur la peur de l'islamisme. O. Roy se veut mesuré « L'islamisme est fini, comme solution politique et comme idéologie. Mais les islamistes sont là, et c'est donc

la grande inconnue. Il faut bien voir une chose importante : les islamistes se sont embourgeoisés. Ils sont devenus parlementaristes, ils n'ont plus de projet social.. » Il poursuit sur l'impact de ces révolutions chez les musulmans d'Occident « ça casse la « fatalité musulmane », ressassée par les islamophobes de droite ou de gauche, qui disent que l'islam serait incompatible avec la démocratie. Ce qui se passe casse ce logiciel. Ça casse tous les logiciels populistes ». *Rue89* (22/02). Et pourtant, la droite et le FN se saisissent de ce thème. *Le Parisien* signale « en confiant à Jean-François Copé, rapidement relayé par Christian Estrosi puis Benoist Apparu, le soin de « relancer un grand débat sur la place des religions en France », la volonté du président de la République tient davantage de la manœuvre politique que de la réflexion philosophique. Talonné dans les sondages par une Marine Le Pen qui, la première, a dégainé sur les « prières de rue » il y a deux mois, l'Elysée ne veut pas lui abandonner la thématique de la laïcité. Il compte bien en faire l'un des sujets clés de la prochaine présidentielle. Avec ce débat, c'est en réalité la question de la place de l'islam en France qui est à nouveau posée ». « On ne choisit pas nos sujets en fonction du PS ou du FN, mais en fonction de ce qui intéresse les Français ! Nous, on arrive avec des solutions, là où le FN est exclusivement dans l'imprécation », précise le patron de l'UMP. Il n'a pas non plus échappé à Sarkozy que les révolutions dans le monde arabe inquiètent une partie de son électorat. S'il se garde bien de tenir ces propos en public, le chef de l'Etat fait le constat suivant en petit comité : « Barack Obama est décontracté sur ce sujet car il n'aura pas trois millions de réfugiés si ça se passe mal ! » Marine Le Pen affirme dans *Le Monde* « Comme tout le monde, je me félicite si ces pays arrivent à accéder à la démocratie, mais ma responsabilité de femme politique est de détecter quelles peuvent être les difficultés. J'en vois deux majeures. La première, une montée des islamistes, la seconde, un afflux d'immigration clandestine. » (22/02) ■

Ressources : La grande hypocrisie des élites médiatisées. Lofti Maherzi. *L'Humanité* (19/02/2011). 1848, 1989, 2011 Il était une fois la révolution. Sylvie Aprile, Henry Laurens, Pierre Hassner. *Le Monde* (20/02/2001). Le 89 du monde arabe. Edwy Plenel. *Médiapart* (03/02/2011).

Chaque mois, des chercheurs, des étudiants vous présentent des ouvrages, des films, des DVD...

EDOUARD GLISSANT, PATRICK CHAMOISEAU

Quand les murs tombent : L'identité nationale hors-la-loi ? Editions Galaade / Institut du tout-monde, 2007.

Par **DANTE BASSINO**

Après le décès d'Edouard Glissant, il est utile de revenir sur l'un de ses derniers essais, écrit avec Patrick Chamoiseau en 2007. Les auteurs partent de la question de l'Identité pour mettre à nu le concept d'identité nationale, indissociable des constructions idéologiques colonialistes mais que certains peuples soumis ont réussi à retourner pour mieux se libérer et s'élever. Ils utilisent la notion de mondialité, pour effacer toute idée d'intérêts communautaires et souligner la construction d'intérêts de classe, même si ce mot n'est pas cité. Les murs, poreux aux immigrations de capitaux mais sévères aux hommes, les dressant les uns contre les autres sont finement analysés, et le ministère de l'immigration y trouve une appellation plus juste sous le terme de « mur ministère ». Ce livre est salutaire dans le climat actuel. Parfois difficile, il permet cependant d'aborder la pensée de ses deux auteurs. Il reste d'actualité, car ce débat sur l'identité nationale a laissé des traces et le ministère de l'immigration, même s'il a perdu une partie de son appellation, existe toujours. Le ministre de l'intérieur a été clair : la politique des murs continue, avec les mêmes objectifs et les mêmes ambitions. La seule limite importante de cet essai réside dans l'absence d'analyse sur les raisons profondes des politiques actuelles. L'immigration vers la France est très largement une immigration de travail. Les murs dressés le sont pour accréditer une théorie de l'invasion. Les lois successives maintiennent toujours plus de travailleurs migrants en situation irrégulière, ce qui les soumet à une exploitation forcenée, et permet de faire pression sur les droits de tous les travailleurs. ■



THOMAS DELTOMBE, MANUEL DOMERGUE, JACOB TATSITSA

KAMERUN ! Une guerre cachée aux origines de la Françafrique. La Découverte, 2011. 742 p.

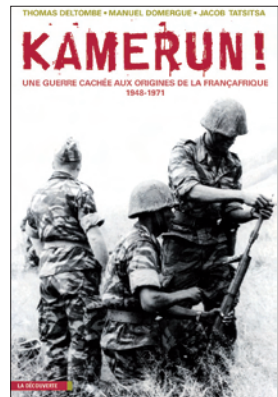
Par **AUGUSTIN PALLIÈRE**

Kamerun ! est un enquête fouillée sur la guerre qu'a menée la France contre l'indépendance du Cameroun dont l'origine remonte en 1955, quand la France réprime dans le sang les nationalistes de l'UPC.

La guerre qui oppose directement des militaires français aux nationalistes dure 7 ans. Les auteurs montrent que sont présents alors tous les ingrédients de la guerre psychologique : embrigadement des populations, torture, mutilation, une justice militaire expéditive, des disparitions... On retrouve les pratiques (et les noms !) de l'armée en Indochine ou en Algérie française. Les auteurs, d'ailleurs, estiment qu'il y a là un devoir de mémoire : les acteurs et les témoins directs du conflit (militaires et administrateurs français, rebelles de l'UPC, population civile) sont en train de disparaître, et ils emportent avec eux le secret de cette guerre que la France continue à nier.

Le Cameroun des années 50-60, c'est aussi le moment où se met en place la "Françafrique". On retrouve au fil des pages des événements et des noms bien connus : Mesmer, Mitterand, l'incontournable Foccart. Dans cette histoire, un racisme éhonté et les intérêts économiques marchent main dans la main. Pour sauvegarder ces derniers, la France met en selle le prototype de la créature françafrique : le dictateur Ahmadou Ahidjo. La France l'aide à éliminer un à un les dirigeants nationalistes historiques, Ruben Um Nyobé en 1958, Moumié empoisoné à Genève en 1960 puis Ouandié condamné à mort en 1971... Mongo Beti écrivait alors *Main Basse sur le Cameroun* (édité chez Maspero et censuré immédiatement sur ordre de Foccart). Quarante ans plus tard le travail des historiens vient corroborer l'ensemble des thèses du romancier militant par une démonstration serrée du rôle de la France dans ces crimes.

Le livre montre l'imbrication des intérêts politiques, économiques, militaires dans la mise en place de la françafrique. Les militants communistes des colonies étaient au premier rang dans les mouvements d'émancipation. À l'heure où nous sommes sans cesse mis en face de supposés "démons de l'histoire", il est important de se réapproprier cette histoire aussi. ■



PAUL BOCCARA

La crise systémique : une crise de civilisation.
Fondation Gabriel Péri, 2011, 45 p.

Par **C. M.**

La problématique est originale : ne pas analyser la crise seulement au plan économique mais aussi au plan dit « anthroponomique », concernant la réalité sociale non économique. La crise systémique du capitalisme est expliquée par l'auteur à partir de la suraccumulation du capital, avec les nouveautés de la mondialisation. Au niveau anthroponomique, Paul Boccarda caractérise la crise des délégations et des représentations. Elle concerne le moment politique, les rapports parentaux, la culture...

La radicalité de la crise systémique renvoie à la révolution informationnelle, la révolution monétaire, la révolution écologique, aux révolutions démographiques, parentales, etc. Tout cela tend à une mise en cause d'ensemble de la civilisation, à l'échelle de toute l'humanité.

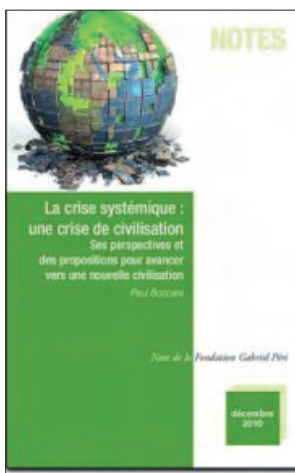
La deuxième partie de l'ouvrage s'attache à la progression et à l'exacerbation du capitalisme et du libéralisme. Au plan économique, c'est le déchaînement mondial des marchés, mais aussi le développement des pays émergents. Au plan anthroponomique, c'est l'exacerbation de l'individualisme mais aussi sa progression dans le monde entier, les crises de l'autorité, des affrontements sur les mœurs.

Le tournant de la crise systémique, c'est au plan économique, la crise financière d'éclatement des surendettements des ménages et des entreprises, le relais par les endettements publics et la relance de la spéculation, avec les interventions des Etats au profit des banques. C'est aussi l'éclatement des affrontements moraux et violents, au plan anthroponomique.

La dernière partie concerne des propositions de transformations radicales. Maîtriser et commencer à dépasser le marché du travail, le marché monétaire et financier, le marché des productions, le marché mondial, notamment

pour l'expansion des services publics et de biens communs publics de l'humanité, y compris pour l'écologie. Maîtriser et commencer à dépasser aussi les délégations représentatives, avec des pouvoirs de participation et d'intervention directe du local au mondial, et un nouvel humanisme de partages.

Cet ouvrage élargit le débat d'alternative à la crise de la civilisation, en se prononçant pour une nouvelle civilisation. ■



PAUL SYNDIC

Urgences planétaires, Le Temps des cerises, 2010.

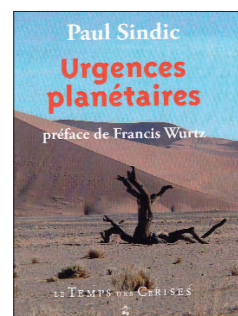
Par **DANTE BASSINO**

Enfin un livre décomplexé sur les questions environnementales ! L'auteur met en perspective l'urgence et l'importance de ces questions avec la logique capitaliste : il est impossible de résoudre les défis environnementaux sans dépasser le capitalisme. Il démontre comment les classes dirigeantes et le patronat détournent la résolution de questions urgentes et des concepts tels que « développement durable » pour asseoir le capitalisme vert, et continuer l'accumulation financière.

Paul Syndic développe le concept de « développement humain durable » qui prend en compte à la fois la réduction importante de l'impact environnemental de nos activités (transports, production, ...) et l'indispensable satisfaction de l'accès aux besoins essentiels (nourriture, eau, soins, énergie, éducation, ...). Comment croire en effet que l'on pourra répondre aux défis environnementaux par de simples modifications de comportement individuels ? L'auteur montre la nécessité de remettre en cause les choix collectifs, en particulier concernant les transports, et de tenir compte de la situation de plusieurs milliards d'habitants qui luttent pour survivre, en particulier dans les pays en voie de développement (PVD). Il est rappelé utilement que ces pays et leurs habitants, alors qu'ils n'ont pas de responsabilité historique dans cette situation, sont les premiers à souffrir des conséquences du réchauffement climatique et que la prise en compte de leur parole et de leurs intérêts est très réduite, le débat étant confisqué par les pays développés ou certains pays émergents, uniquement pour satisfaire leurs intérêts.

L'auteur ne traite pas en détail des questions techniques, même s'il démontre que des technologies existent ou pourraient être améliorées dans bien des domaines pour limiter ou éviter la consommation d'énergies carbonées. Sur le nucléaire, par exemple, indispensable aujourd'hui pour répondre aux besoins de production électrique sans émettre de gaz à effet de serre, il plaide pour un débat dépassionné.

Cette nécessité de débats larges sur nos choix collectifs, sur les décisions des grands groupes, est mise au cœur des éléments indispensables pour répondre au réchauffement climatique et aux besoins humains. Sans imposer de modèle de société préconçu, Paul Syndic propose la mise en place de politiques alternatives et l'indispensable création ou modification d'institutions internationales pour garantir et coordonner les politiques menées. ■



Par JEAN-NUMA DUCANGE*

Quelques remarques

Depuis que le mouvement ouvrier s'est constitué dans la seconde moitié du XIX^e siècle, la forme que doit prendre l'organisation collective pour changer l'état social existant a fait couler beaucoup d'encre.

* Jean-Numa Ducange est enseignant-chercheur à l'université de Rouen, animateur (avec Jean Salem, Stathis Kouvelakis et Isabelle Garo) du "Séminaire Marx au XXI^e siècle")

miniature des travers bureaucratiques des appareils d'État, tendance à favoriser la défense de l'organisation au profit des mouvements sociaux, verticalisme empêchant toute initiative réelle de la base, etc. Récemment les critiques contre la verticalité des organisations ont repris une certaine force avec des analyses rappelant parfois la "micropolitique" chère à Gilles Deleuze et Félix Guattari théorisée et répétée avec un certain succès dans les années 1960-1970... Qui pourra nier la force de ces remarques ? Pour n'en rester qu'à l'exemple français - principal exemple développé ici - qui veut expliquer l'effondrement spectaculaire des effectifs du PCF en deux décennies au cours d'une séquence qui va de la fin des années 1970 à nos jours doit assurément prendre le problème au sérieux.

Il n'est pourtant pas certain que de tels constats critiques sur la forme parti suffisent à épuiser la question pour un projet transformateur dans les années à venir. En premier lieu parce que l'essentiel du tissu militant structurant la gauche demeure peu ou prou organisé dans des structures dites "traditionnelles" telles que les associations, partis et syndicats, ces derniers ayant encore montré récemment, par-delà les débats que l'on peut avoir sur les orientations des confédérations, leur capacité mobilisatrice. Des formes alternatives à ces organisations, notamment celles issues de l'altermondialisme, sont rapidement entrées en crise tandis que d'autres mouvements

surgis soit en-dehors des cadres habituels, soit en rupture avec ces derniers, n'ont pu voir se réaliser pleinement leur volonté de se substituer aux "vieux" appareils. Une telle réalité n'autorise certainement pas un mépris pour ces nouvelles structures mais elle devrait infléchir les prédictions des plus optimistes qui avaient affirmé au début des années 2000 que la "gauche de la gauche" se recomposerait (presque) uniquement en-dehors de courants politiques ayant structuré pendant des décennies les mouvements ouvriers et sociaux... À moins de ne juger que la seule force à l'œuvre pour expliquer le maintien de ces courants soit une inertie rampante, le rôle de ceux-ci dans les recompositions en cours doivent interroger tous ceux qui entendent établir un bilan de la forme parti.

A cet égard, le regard historique peut permettre d'éclairer quelques dimensions du problème. Un parti n'est pas qu'une organisation portant une ligne politique à un moment donné mais constitue également, lorsqu'il est implanté, un milieu structuré. À partir des années 1930 et aux lendemains de 1945, le PCF est devenu un parti de masse, le premier du genre en France, encadrant le monde ouvrier de façon certes non hégémonique, mais décisive. Ne voir dans la question de l'élargissement militant et le parti de masse qu'une renonciation aux idées révolutionnaires au détriment d'un réformisme plus ou au moins inavoué permet d'évacuer bien vite une des ques-

Ce n'est pas un hasard si dans le cadre de la "Première Internationale" (1864-1876) ce débat fut, parmi d'autres, au cœur de l'affrontement entre Marx et Bakounine, controverse dont les échos sont multiples (c'est le moins que l'on puisse dire !) au vingtième siècle. Avec l'effondrement du mur de Berlin et la décomposition du "socialisme réel" à l'Est, dans un contexte de remise en cause des compromis sociaux dans les pays de l'Ouest, le débat a repris. À une large échelle, la forme parti - en particulier les partis sociaux-démocrates et communistes - est apparue discréditée. Les reproches et griefs sont connus : autoritarisme, réplique en

sur la “forme parti” ...

tions centrales qui a traversé l'histoire des organisations depuis le début du vingtième, question qui s'était d'ailleurs déjà posée à des partis d'ampleur comparable (comme par exemple dans la social-démocratie allemande). La construction d'un parti de masse en Europe occidentale, les travers qu'il a pu engendrer mais également le levier pour toute une série de conquêtes, s'est posée tôt dans le mouvement ouvrier. Pour prendre une situation comparable à la France après 1945, en Italie le Parti communiste a longtemps occupé une position extrêmement forte où la réflexion sur la question du parti avait d'ailleurs été poussée plus en avant. Paradoxe ? Oui si l'on considère l'organisation par rapport à l'origine du “parti de type nouveau” d'avant-garde qui devait être construit. Contradiction aussi si l'on relève également que l'assise de masse qu'il conquiert contraste avec le verrouillage et les fermetures du stalinisme. Paradoxe toujours si l'on relève que le PCF, lorsqu'il devient un parti large, prolonge dans une certaine mesure l'implantation voire des pratiques de courants socialistes français d'avant 1914, alors qu'à sa naissance il se voulait en rupture totale avec le “vieux” socialisme jugé corrompu ayant sombré dans l'effort militaire...

Mais au-delà des débats stratégiques et historiques qu'impliquent ces constats, les leçons à tirer de ces expériences doivent tenir compte de l'étude des pratiques militantes auxquelles ces organisations ont donné lieu. Le parti et les structures proches de lui ont pu localement incarner un cadre alternatif quasi quotidien certes non au système capitaliste en tant que tel, mais au moins un levier pour infléchir les réalités les plus pénibles à l'aide de mesures matérielles concrètes. A ce titre l'existence de municipalités avec des gestions spécifiques et des choix politiques singuliers (parfois désigné comme le “communisme

municipal”) doit être intégré dans une approche d'ensemble. L'effort d'éducation populaire à une large échelle, via notamment les écoles de formation, thème d'ailleurs repris par d'autres structures aujourd'hui comme les universités populaires, s'inscrit dans la même dynamique, sans même évoquer des luttes “culturelles” plus larges menées pendant longtemps par les organisations du mouvement ouvrier pour s'implanter durablement dans la société.

Eric Hobsbawm a montré magistralement dans son Âge des extrêmes comment, à un autre niveau, l'existence du bloc soviétique avait contraint le capitalisme à se réformer et à concéder des réformes en faveur du monde du travail et ce quoique l'on pense de la nature des régimes du “socialisme réel”. Mutatis mutandis, il faut rappeler la place des organisations politiques et syndicales en France qui, par leur existence même, ont contribué à installer à une large échelle des repères sociaux, voire une conscience historique articulée avec une perspective d'un changement radical de l'avenir, le tout s'inscrivant dans un contexte plus global de compromis de classe avec des conquêtes sociales gagnées de haute lutte. Certes ce compromis était étroitement dépendant d'une conjoncture économique déterminée, mais la forme politique spécifique qu'a pu incarner le parti communiste s'inscrit dans des traditions plus anciennes, “plébéiennes”, qui plongent ses racines dans des mouvements d'émancipation nés au cours de la Révolution française. Problème franco-français dira-t-on (ou à la rigueur franco-italien...) puisque les organisations social-démocrates dans les pays du Nord n'ont-elles pas, dans leur contexte respectif, assuré la même fonction ? Ce serait négliger des spécificités qu'illustre la continuité des mouvements sociaux, notamment les mouvements de grèves de 1936, 1968, 1995 (voire jusqu'à aujourd'hui, malgré les échecs). Mouvements que l'on ne peut dissocier de la longue existence d'un parti communiste

fort avec ses singularités doctrinales, ainsi que d'une extrême gauche longtemps et encore vivace, sans même parler de minorités syndicales radicales, loin d'être marginales... Autant de phénomènes inconnus à cette échelle dans les pays nordiques.

Mais au fond tout cela n'est-il pas simplement matière à débat pour les historiens (les héritages, la mémoire...) et pour les sociologues (sur l'implantation et les modes de socialisation du communisme militant) ? En réalité, comprendre la profondeur d'une telle implantation sur le long terme dit encore quelque chose sur la situation politique contemporaine. Profondeur dont témoigne un immense parti (le plus important entend-t-on parfois...) celui des “ex”, en particulier du PCF et de l'extrême gauche. Mais à l'inverse de quelques “ex” médiatiques souvent davantage investis dans leur promotion personnelle que dans une quelconque forme de militantisme, beaucoup sont restés syndicalistes, militants d'une cause liée à leur profession, quartier ou encore impliqués dans la défense de telle ou telle cause. Des pratiques anciennes, portées nécessairement par une certaine génération pourra-t-on objecter... Mais elles représentent également la permanence d'un milieu dans lequel les catégories populaires et jeunes, bien que faiblement représentés, ne sont pas totalement absents. Ces quelques remarques développées ici ne visent qu'à inciter au débat sur le bilan des expériences autour de la “forme parti”. Les profondes mutations sociales et l'émergence des outils numériques empêchent bien évidemment de prôner à l'identique la reconstitution des organisations de jadis : les identités politiques prendront nécessairement des formes nouvelles. **Ces bouleversements ne nous empêchent pas pour autant de revenir sur une histoire dont la connaissance critique comptera probablement dans les combats à venir. ■**

PAR DANIEL THOMAS*

Biotechnologies : les choix technologiques, enjeu majeur de la démocratie

En génétique formelle, le gène restait un concept issu de la pensée humaine, il est devenu une réalité physique et chimique. Cette mutation est l'un des événements les plus importants de l'histoire des sciences.

34

***DANIEL THOMAS** est professeur à l'Université de Technologie de Compiègne, président de la section « Biochimie et Biologie Moléculaire » du Conseil National des Universités (CNU).

Avec l'achèvement du séquençage du génome humain, nous vivons une nouvelle étape des biotechnologies. La génétique est passée, depuis Johann Gregor Mendel, de la description formelle des lois qui régissent la transmission des caractères héréditaires à l'analyse moléculaire de la programmation génétique. En génétique formelle, le gène restait un concept issu de la pensée humaine, il est devenu une réalité physique et chimique. Cette mutation est l'un des événements les plus importants de l'histoire des sciences. **L'essor d'une génétique moléculaire dans les années 1970 a ouvert la voie à une reprogrammation des êtres vivants, permettant pour la première fois à une espèce vivante, la nôtre, d'agir sur sa propre évolution.**

Les biotechnologies utilisent des fonctions biologiques comme outils pour créer des propriétés, des caractères, des activités qui n'existent pas dans la nature. La notion souvent floue de génie génétique prend tout son sens dans cette démarche qui est celle des ingénieurs : le vivant n'est plus simplement matière première ou aliment, il devient facteur de production, de transformation industrielle, de caractérisation analytique.

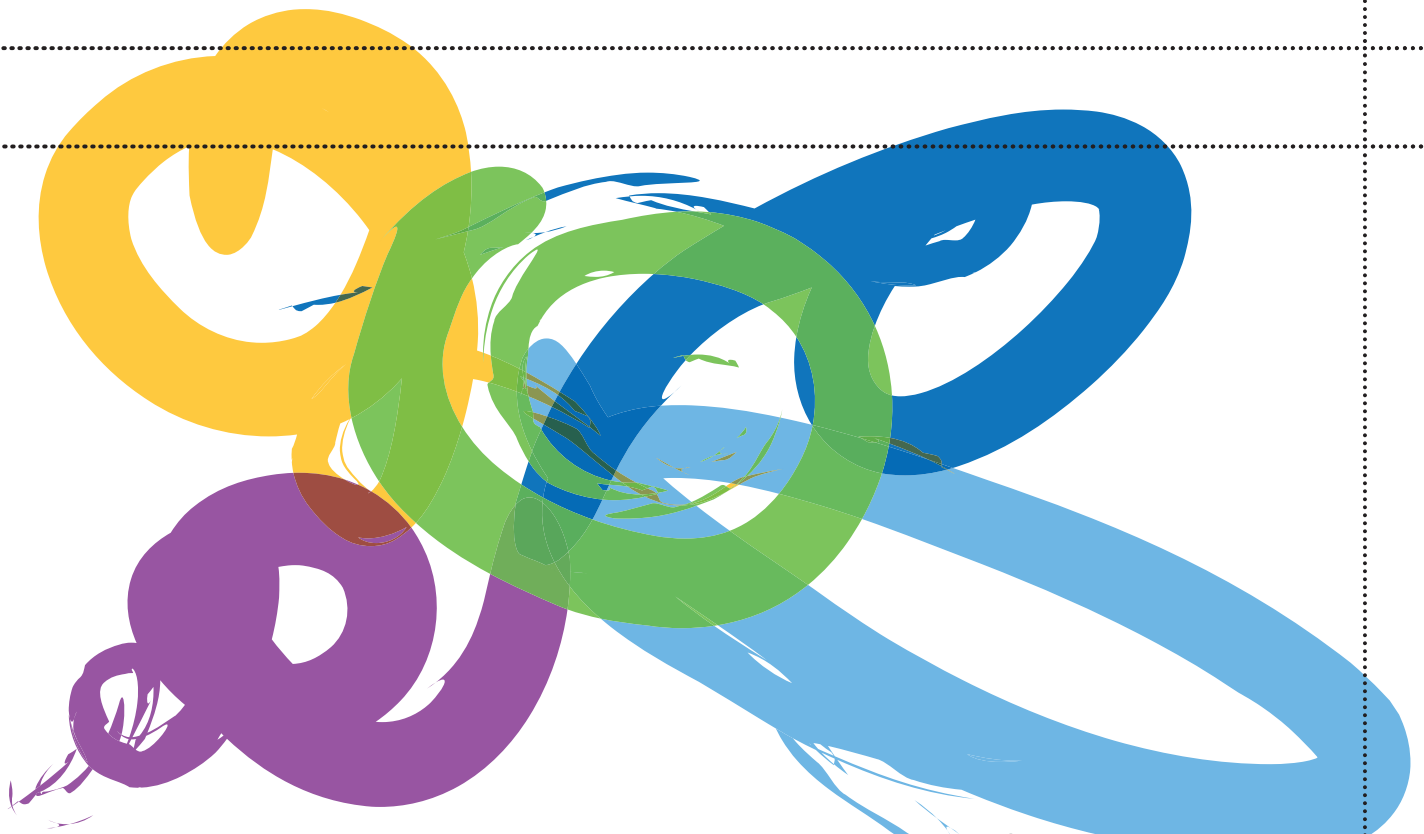
L'importance stratégique des solutions proposées par les biotechnologies est liée à leur rencontre historique avec trois grandes préoccupations de l'humanité :

- Les réserves de matières premières et d'énergies fossiles sont une enveloppe fermée et limitée. L'utilisation des biomasses végétales produites par la photosynthèse, grâce à l'apport constant d'énergie externe par le rayonnement solaire, crée un élément d'alternative pour procurer matières premières et énergie à l'industrie. Les agro-ressources deviennent riches de potentialités modifiant les relations entre champs et usines.
- Les procédés de transformation industrielle doivent réduire leur consommation énergétique ; les biotechnologies fournissent des fonctions

catalytiques réalisant nombre de réactions à température et pression ordinaires : la synthèse de l'ammoniaque, essentielle pour la production des engrais azotés, pratiquée à 600°C et sous 500 atmosphères dans l'industrie classique, s'effectue aux conditions ambiantes par la voie biologique grâce à la fixation symbiotique de l'azote de l'air.

- Le respect de l'environnement devrait être plus aisé avec les procédés biologiques, les éventuelles pollutions étant biodégradables.

Dans les pays du Sud, certaines innovations technologiques venues du Nord se soldent par des catastrophes humaines, sociales ou écologiques. Les biotechnologies pourraient avoir un impact positif, pour deux raisons qui tiennent à la culture et à la nature. L'emploi des fonctions du vivant comme outil fait partie du patrimoine culturel de nombreux pays du Sud. En Afrique, en Asie, en Amérique latine, de solides traditions d'utilisation de la fermentation, par exemple pour conserver ou transformer les aliments, rendent plus facile l'appropriation culturelle - et donc l'exploitation économique - d'une unité de fermentation que d'une usine de chimie lourde classique. De plus, les biotechnologies peuvent s'appuyer sur des spécificités régio-



nales car le vivant ne s'achète pas sur étagère comme une machine-outil dotée, en principe, du même rendement sur n'importe quel continent. Ainsi, depuis les Aztèques, les Mexicains profitent-ils de l'altitude et de l'adaptation des souches locales de spiruline pour en tirer des aliments pour l'homme et les animaux.

Bien entendu, ces pays ne doivent pas se retrouver en état de dépendance par rapport à quelques multinationales. La coopération Nord-Sud doit être équilibrée par rapport aux objectifs et intérêts de tous les partenaires. C'est essentiel, non seulement pour le Sud mais pour toute l'humanité.

Les technologies ne sont jamais neutres puisqu'elles ouvrent des possibilités nouvelles d'actions, mais ce qui est déterminant, ce sont les décisions des acteurs humains, les valeurs qui les guident dans l'emploi de la puissance apportée par la connaissance.

Les choix scientifiques et technologiques, particulièrement dans le développement et l'utilisation des résultats de la biotechnologie, concernent aujourd'hui des enjeux majeurs de la démocratie. Nous sommes directement impliqués à la fois comme êtres biologiques et comme acteurs de la vie sociale. La majeure partie des activités humaines va être irriguée par l'essor des biotechnologies car ce sont, comme les matériaux, la micro-informatique, des technologies diffusantes : non seulement elles créent de nouveaux secteurs d'activité, mais elles vont être exploitées par l'ensemble des secteurs d'activités, y compris traditionnels, et modifier la vie quotidienne.

Aussi, l'intervention des citoyens, travailleurs, consommateurs, de toute la société civile, associés très tôt et dans la transparence aux projets en développement, est-elle essentielle car se posent des problèmes de réglementation et d'éthique qui ne peuvent pas être traités par les seuls experts. Les comités d'éthique sont nécessaires, mais leur existence ne doit pas laisser croire que le débat ne concerne que les spécialistes.

La biologie végétale, qui avait un certain retard par rapport à celle du domaine animal, a progressé considérablement ces dernières années. Ses développements ont une importance capitale pour la recherche de base, pour comprendre la physiologie, la reproduction des plantes et leur comportement dans l'environnement. A présent, au-delà de la sélection de mutants intéressants parmi tous ceux produits par mutagenèse spontanée ou artificiellement provoquée, un nouveau saut est accompli avec la transgénèse, modification du génome d'une espèce par insertion de séquence d'ADN provenant d'un autre organisme.

Des risques sanitaires peuvent être liés à des effets non désirés induits par l'introduction dans la plante d'un gène dit d'intérêt ou par la transgénèse elle-même. La complexité du génome végétal rend concevable le réveil de certains métabolismes « fossiles » produisant des molécules toxiques. La pomme de terre transgénétique pourrait ainsi fabriquer par accident des molécules toxiques comme des stupéfiants. Les risques doivent être relativisés parce que ces effets toxiques n'ont jamais été

observés et parce que les applications autres qu'alimentaires, carburants, lubrifiants moteurs ou matériaux, ne sont évidemment pas concernées.

Les risques pour l'environnement sont reliés à la dissémination des transgénèses dans la flore sauvage et les autres cultures agricoles. La diffusion des gènes de résistance aux herbicides pose de véritables problèmes et pourrait mettre en péril l'ensemble de l'agriculture. De plus, le fait que la même multinationale vende l'herbicide et la semence « résistante » place le monde agricole dans une tenaille redoutable en l'incitant à employer plus d'herbicide encore.

Le corollaire de la nécessaire fécondation des activités industrielles pour la création d'emploi en biotechnologies par le secteur public est de ne pas succomber, par méconnaissance et vision réductionniste de court terme, à l'utilitarisme d'une recherche entièrement vouée à des objectifs pratiques identifiés. D'autant que l'on observe une tendance à la privatisation des connaissances fondamentales. Nombre d'institutions universitaires établissent des relations exclusives avec des sociétés privées ; **nous craignons que, dans une certaine mesure, l'absence de diffusion de la connaissance fondamentale ou des restrictions à cette diffusion fassent obstacle au développement du patrimoine scientifique de base au niveau international.** Le renforcement nécessaire des transferts de la recherche publique vers les entreprises ne doit pas aboutir à ce résultat stérilisant à terme. ■

LES RESPONSABLES THÉMATIQUES



Patrice Bessac
Responsable national du Projet
projet@pcf.fr



Stéphane Bonnery
Formation/Savoirs, éducation
recherche
stephane.bonnery@wanadoo.fr



Nicolas Bonnet
Sport
nbonnet@pcf.fr



Hervé Bramy
Ecologie
hbramycg93@wanadoo.fr



Ian Brossat
Sécurité
ian.brossat@paris.fr



Laurence Cohen
Droits des femmes/Féminisme
cohenperdrix@gmail.com



Xavier Compain
Agriculture/Pêche
jyoudom@pcf.fr
ssimonin@pcf.fr



Olivier Dartigolles
Europe
odartigolles@pcf.fr



Yves Dimicoli
Economie Finances
ydimicoli@pcf.fr



Jacques Fath
Relations internationales,
paix et désarmement
jfath@pcf.fr



Olivier Gebhurer
Enseignement supérieur
et recherches
olivier.gebhurer@wanadoo.fr



Jean-Luc Gibelin
Santé Protection sociale
jean-luc.gibelin@orange.fr



Isabelle De Almeida
Jeunesse
isabelle.dealmeida@numericble.fr



Fabienne Haloui
Lutte contre racisme,
antisémitisme et discriminations
fabienne.haloui@orange.fr



Alain Hayot
Culture
ahayot@pcf.fr ou
ahayot@regionpaca.fr



Valérie Goncalves
Energie
val.goncalves@free.fr



Jean-Louis Le Moing
Dom-tom
jllemoing@pcf.fr



Danièle Lebaïl
Services Publics et solidarités
d.lebaïlcoquet@wanadoo.fr



Isabelle Lorand
Libertés et droits de la personne
liberte@pcf.fr



Sylvie Mayer
Economie sociale et solidaire
mayersy@wanadoo.fr



Catherine Peyge
Droit à la ville, logement
catherine.peyge@ville-bobigny.fr



Gérard Mazet
Transports
gmazet@pcf.fr



Eliane Assassi
Quartiers populaires et libertés
elianeassassi.contact@gmail.com



Richard Sanchez
LGBT
rsanche@pcf.fr



Véronique Sandoval
Travail
vsandoval@espaces-marx.org



Jean-François Téaldi
Droit à l'information
jean-francois.tealdi@francetv.fr



Nicole Borvo
Institutions, démocratie, justice
mdagorn@pcf.fr



Jean-Marc Coppola
Réforme des collectivités locales
jmcoppola@regionpaca.fr



Jérôme Relinger
Révolution numérique
et société de la connaissance
jrelinger@pcf.fr

Liste publiée dans *Communistes*
du 22 septembre 2010

L'ÉQUIPE DE LA REVUE



Patrice Bessac
Responsable
de la Revue



Cécile Jacquet
Secrétaire
générale



Jean-Marie Doussin
Sciences



Noëlle Mansoux
Secrétaire
de rédaction



Gérard Streiff
Combat d'idées



**Guillaume
Quashie-Vaclin**
Histoire



Marine Roussillon
Critiques



Nicolas Dutent
Communisme
en question



Alain Vermeersch
Revue des médias



Frédo Coyère
Maquette et
graphisme

COMITÉ DU PROJET ÉLU AU CONSEIL NATIONAL DU 9 SEPTEMBRE 2010 : Patrice Bessac - responsable ; Patrick Le Hyaric ; Francis Wurtz
Michel Laurent ; Patrice Cohen-Seat ; Isabelle Lorand ; Laurence Cohen ; Catherine Peyge ; Marine Roussillon ; Nicole Borvo ; Alain Hayot ; Yves Dimicoli
Alain Obadia ; Daniel Cirera ; André Chassaigne.